

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
MINISTRE DES FINANCES  
**Comité de la Balance  
des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

NIGER 2016





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
MINISTERE DES FINANCES  
Comité de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

NIGER 2016



**TABLE DES MATIERES**

	<b><u>Pages</u></b>
<b><u>AVANT-PROPOS</u></b> .....	2
<b><u>ABREVIATIONS ET SIGLES</u></b> .....	3
<b><u>LISTE DES TABLEAUX</u></b> .....	4
<b><u>LISTE DES ENCADRES</u></b> .....	4
<b><u>LISTE DES GRAPHIQUES</u></b> .....	5
<b><u>RESUME</u></b> .....	6
<b><u>INTRODUCTION</u></b> .....	8
<b><u>I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u></b> .....	12
1.1. Balance commerciale de biens.....	13
1.1.1. Exportations de biens .....	14
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	14
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	15
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	19
1.1.2. Importations des biens.....	20
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	20
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	21
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	21
1.2. Balance des services .....	22
1.2.1. Transports .....	23
1.2.2. Voyages .....	23
1.2.3. Autres services .....	24
1.3. Compte du revenu primaire.....	24
1.4. Compte du revenu secondaire.....	25
<b><u>II. COMPTE DE CAPITAL</u></b> .....	26
<b><u>III. COMPTE FINANCIER</u></b> .....	27
<b><u>IV. CAPITAUX MONETAIRES</u></b> .....	30
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	30
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts .....	30
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts .....	31
<b><u>V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE</u></b> .....	31
<b><u>CONCLUSION</u></b> .....	33
<b><u>ANNEXES</u></b> .....	35

## **AVANT-PROPOS**

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6<sup>e</sup> édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2016<sup>1</sup>. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont retracées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

### **Contact :**

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : [courrier.HDN@bceao.int](mailto:courrier.HDN@bceao.int)

---

<sup>1</sup> Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

## **ABREVIATIONS ET SIGLES**

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 <sup>e</sup> Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements .....	page 11
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 12
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 14
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 19
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 20
Tableau 6 : Evolution de la balance des services.....	page 23
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	page 23
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	page 23
Tableau 9 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 24
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 24
Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 25
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 26
Tableau 13 : Evolution du compte capital.....	page 26
Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières.....	page 27
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 30
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	page 31
Tableaux annexes.....	page 36

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1 : Impacts sur l'économie nigérienne des mesures prises par le Nigeria .....	page 17
Encadré 2 : Mise en place du programme Compact entre le Niger et le MCC.....	page 27
Encadré 3 : Situation des émissions de titres publics en 2016 .....	page 28



**LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2006 et 2016.....page 12

Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante entre 2006 et 2016.....page 13

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2006 et 2016..... page 13

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2006 et 2016 .....page 14

Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits entre 2006 et 2016.....page 15

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium ( en FCFA) entre 2006 et 2016.....page 16

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2015 et 2016.....page 19

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2015 et 2016.....page 20

Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2006 à 2016.....page 21

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2015 et 2016.....page 22

Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2015 et 2016.....page 22

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2006 et 2016..... page 28

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2016...page 32

## RESUME

*L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2016, a été marqué par les difficultés économiques observées dans les grands pays industrialisés, notamment la baisse des investissements, ainsi que par le recul des cours du pétrole et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, le « Brexit ». Dans ce contexte, l'économie mondiale a subi un léger ralentissement. Globalement, selon les estimations provisoires du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2017, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2016 contre 3,4% en 2015.*

*Au plan national, la situation économique a été marquée par l'achèvement de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2016), la gestion du contexte sécuritaire régional, la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2016), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, et les mesures de politiques économiques prises par le Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 5,0% en 2016 contre 4,0% un an plus tôt.*

*L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2016 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 842,3 milliards et 1.386,4 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 544,1 milliards contre 619,0 milliards à la même période de l'année 2015.*

*L'essentiel des ressources budgétaires provient des recettes fiscales recouvrées par les deux régies financières, la Direction Générale des Douanes (DGD) au titre de la fiscalité de porte (295,8 milliards) et la Direction Générale des Impôts (DGI) à travers les taxes et impôts intérieurs (462,6 milliards). Les recettes non fiscales ont atteint globalement 27,9 milliards. Quant aux dépenses publiques, elles sont composées de 631,6 milliards au titre des charges courantes, dont 606,5 milliards pour les dépenses courantes budgétaires, et de 755,1 milliards au titre des investissements.*

*L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2016 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.*

*Ainsi, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 20.243 millions en 2016, après un déficit de 132.646 millions enregistré en 2015.*

*Le déficit structurel de la balance courante s'est amélioré, en passant de 878.669 millions en 2015 à 700.258 millions en 2016. Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et des services, atténuée par une dégradation des soldes du revenu secondaire et du revenu primaire.*

*Le solde du compte de capital s'est situé à 229.635 millions en 2016 contre 173.913 millions en 2015. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement à la réception des dons projets par l'Etat du Niger.*

*Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une diminution de 21,3%, passant de -577.289 millions en 2015 à -454.476 millions en 2016, imputable aux investissements directs étrangers.*

*La position extérieure globale nette (PEG) du Niger s'est située à -4.382.651 millions à fin 2016 contre un solde de -3.908.477 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements plus importante que l'accroissement des avoirs.*

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2016, a été marqué par les difficultés économiques observées dans les grands pays industrialisés, notamment la baisse des investissements, ainsi que par le recul des cours du pétrole et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, phénomène dit de « Brexit ». Dans ce contexte, l'économie mondiale a subi un léger ralentissement. Globalement, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2017, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2016 contre 3,4% en 2015.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique a ralenti pour se situer à 1,7% en 2016, après 2,2% en 2015, en dépit des politiques monétaires accommodantes des Banques Centrales et de la baisse des cours du pétrole. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est située à 1,5% en 2016, après 2,9% en 2015, en relation avec une activité moins dynamique que prévue, du fait de la vigueur du dollar et de la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises. Dans la Zone euro, la progression du PIB s'est limitée à 1,8% en 2016, après une réalisation de 2,0% en 2015. La croissance de la consommation privée est restée modeste et l'investissement privé, bien que soutenu par l'assouplissement des conditions de financement, a faibli. Les craintes liées aux chocs nés du Brexit ont également exercé un effet modérateur sur l'activité économique.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, se situant à 4,3% en 2016. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015. La nouvelle politique des autorités chinoises, consistant à orienter les ressorts de la croissance vers la consommation intérieure et les services, a continué d'avoir un effet modérateur sur l'activité à court terme, tout en contribuant à mettre en place les conditions nécessaires pour une expansion durable à long terme. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 7,1% en 2016, après 8,0% en 2015. Le Brésil est demeuré en récession avec une contraction de 3,6% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions sociopolitiques. En Russie, l'économie s'est stabilisée avec une baisse limitée à 0,2%, après un repli de 2,8% en 2015, en liaison avec la levée des sanctions internationales et l'assouplissement des conditions financières.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1,4% en 2016 contre 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La faiblesse des prix des produits de base a largement contribué à la dégradation des performances économiques de la région, notamment au niveau de ses deux plus grandes économies, à savoir le Nigeria et l'Afrique du Sud, ainsi que dans la Zone CEMAC. Au Nigeria, l'activité s'est contractée de 1,6% contre une

progression de 2,7% en 2015. L'économie du pays reste affectée par les pénuries de devises provoquées par la baisse des recettes pétrolières, la faible production d'énergie électrique et la perte de confiance des investisseurs. En Afrique du Sud, la croissance a ralenti à 0,3%, après 1,3% en 2015. Dans la Zone CEMAC, la croissance s'est établie à 0,2% en 2016 contre 1,6% en 2015.

S'agissant des produits de base, les incertitudes entourant la reprise mondiale, les ajustements lents des offres et demandes de plusieurs produits ainsi que les fluctuations des taux de change ont pesé sur les marchés. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 16,8% et de ceux des produits industriels de 6,5%, tandis que ceux des produits alimentaires progressent de 1,9%.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées sur une base annuelle. Les cours du pétrole (-11,3%), du cacao (-7,7%) et du caoutchouc (-1,1%) se sont repliés, tandis que ceux de la noix de cajou (+13,3%), de l'huile palmiste (+21,7%), de l'huile de palme (+13,8%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) se sont renforcés. La baisse la plus significative a été ainsi observée au niveau du pétrole, dont le cours moyen NYMEX s'est établi en moyenne à 44,1 dollars le baril, contre 53,0 dollars en 2015 et plus de 100 dollars le baril en 2014. Le repli des prix du pétrole s'explique essentiellement par l'accroissement de l'offre mondiale de pétrole face à une demande mondiale atone. L'augmentation de l'offre a été induite par la hausse des stocks aux Etats-Unis et le retour du pétrole iranien sur les marchés internationaux, à la suite de l'accord conclu sur le programme nucléaire de ce pays. Toutefois, les perturbations rencontrées par de grands producteurs et exportateurs (Irak et Nigeria), les inquiétudes des marchés sur la croissance mondiale et l'accord conclu entre les pays membres et non membres de l'OPEP vers la fin de l'année sur une réduction de la production de pétrole ont exercé un effet modérateur.

## **2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA**

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a évolué dans un environnement sous-régional marqué par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, important partenaire commercial de certains pays de la Zone. Cependant, les économies de l'Union ont fait preuve de résilience, grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'amélioration du climat socio-politique et sécuritaire.

Dans ce contexte, l'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications. Le secteur secondaire a été le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 2,2 points, imputable essentiellement à la vigueur des

investissements publics et privés. La contribution du secteur primaire s'est élevée à 0,8 point, en hausse de 0,1 point par rapport à 2015. Globalement, le taux de croissance s'est établi à 6,7%, après 6,4% un an plus tôt.

L'inflation, quant à elle, s'est établie à 0,3% contre une réalisation de 1,0% enregistrée l'année précédente. L'évolution du niveau général des prix en 2016 reflète essentiellement la décélération des prix des denrées alimentaires, résultant de l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers.

### **3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL**

Au plan national, la situation économique a été marquée par l'achèvement de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2016), la gestion du contexte sécuritaire régional, la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2016), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, et les mesures de politique économique prises par le Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 5,0% en 2016 contre 4,0% un an plus tôt.

La croissance du secteur primaire ressortirait en hausse de 8,8 points de pourcentage pour s'établir à 10,4% en 2016, en raison d'une campagne agricole plus favorable que la précédente, confortée par la poursuite de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles. Le secteur secondaire a été marqué par la reprise des activités des industries extractives et manufacturières. Sa valeur ajoutée réelle a progressé ainsi de 4,4% en 2016. Malgré l'orientation de la conjoncture dans les secteurs précités, le dynamisme du secteur tertiaire reste morose avec une valeur ajoutée réelle qui s'est accrue de 0,3%.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2016 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 842,3 milliards et 1.386,4 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 544,1 milliards contre 619,0 milliards à la même période de l'année 2015.

L'essentiel des ressources budgétaires provient des recettes fiscales recouvrées par les deux régies financières, la Direction Générale des Douanes (DGD) au titre de la fiscalité de porte (295,8 milliards) et la Direction Générale des Impôts (DGI) à travers les taxes et impôts intérieurs (462,6 milliards). Les recettes non fiscales ont atteint globalement 27,9 milliards. Quant aux dépenses publiques, elles sont composées de 631,3 milliards au titre des charges courantes, dont 606,5 milliards pour les charges courantes budgétaires, et de 755,1 milliards au titre des investissements.

En prenant en compte la variation des arriérés (+19 milliards), le déficit global hors dons base caisse ressort à 525,1 milliards contre 632,0 milliards en 2015, en amélioration de 106,9 par rapport à 2015. Dons compris, il est estimé à 254,9 milliards, en baisse de 112,0

milliards par rapport à 2015. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 170,9 milliards de financement extérieur et à un financement intérieur de 84,0 milliards, dont bancaire pour 11,6 milliards et non bancaire pour 72,4 milliards.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2016 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.

Le niveau des crédits intérieurs a atteint 748,0 milliards à fin décembre 2016, soit une hausse de 46,4 milliards (+6,6%), résultant d'une détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) et d'une augmentation des créances sur les secteurs autres que l'administration centrale. La PNG s'est située à +69,4 milliards à fin décembre 2016 contre +40,9 milliards à fin décembre 2015, en liaison avec la hausse des créances de l'État de 59,1 milliards et la hausse de ses engagements vis-à-vis du secteur bancaire de 87,6 milliards.

L'encours des créances sur les secteurs autres que l'administration centrale a augmenté de 8,7%, pour se situer à 678,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016, en raison de la hausse du stock de tous les types de crédit et des créances en souffrance nettes. La remontée des avances est imputable aux décaissements nets reçus par les différents secteurs d'activités hormis les mines et les « transports et télécommunications ».

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 31,6 milliards par rapport au mois de décembre 2015, soit 9,3% en valeur relative, pour se situer à 1.143,8 milliards à fin décembre 2016. Cette situation est consécutive à la hausse de la circulation fiduciaire et des dépôts.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 20.243 millions en 2016, après un déficit de 132.646 millions enregistré en 2015. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2006 à 2016 fait apparaître les évolutions suivantes :

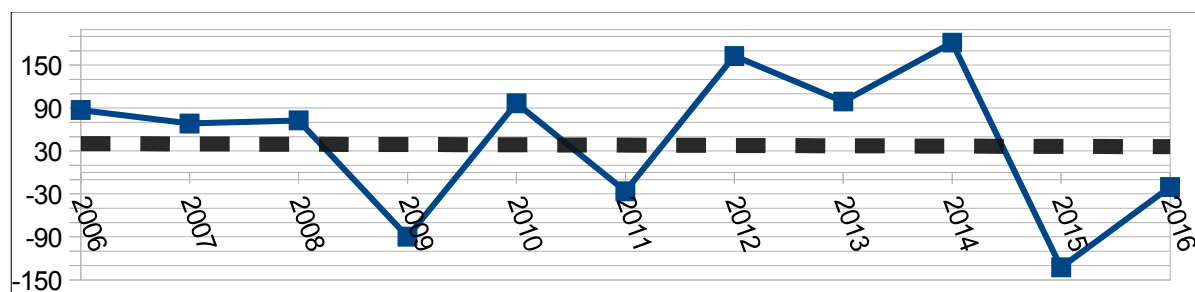
**Tableau 1** : Evolution du solde global de la balance des paiements ( en millions de FCFA)

Année	Solde
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053
2014	181 363
2015	-132 646
2016	-20 243

**Source** : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, dépendant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs.

**Graphique 1 :** Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2006 et 2016



**Source :** BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2015 et 2016 est présentée dans les sections suivantes.

## **I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES**

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2016 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est amélioré, en passant de 878.669 millions en 2015 à 700.258 millions en 2016, comme l'indique le tableau 2, ci-après.

**Tableau 2 :** Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-620 297	-622 991	-742 833	-963 765	-768 467
Biens	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479
Services	-385 132	-410 725	-374 937	-438 359	-362 989
Revenu primaire	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694
Revenu secondaire	167 800	145 977	172 537	175 575	164 903
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-521 600</b>	<b>-568 281</b>	<b>-645 307</b>	<b>-878 669</b>	<b>-700 258</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-614 701</b>	<b>-622 092</b>	<b>-713 207</b>	<b>-955 269</b>	<b>-766 458</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>3 544 186</b>	<b>3 788 275</b>	<b>4 068 902</b>	<b>4 268 886</b>	<b>4 464 335</b>
<b>Solde courant hors dons (en % du PIB)</b>	<b>-17,3%</b>	<b>-16,4%</b>	<b>-17,5%</b>	<b>-22,4%</b>	<b>-17,2%</b>

**Sources :** BCEAO et INS

Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et des services, atténuée par une dégradation des soldes du revenu primaire et du revenu secondaire.

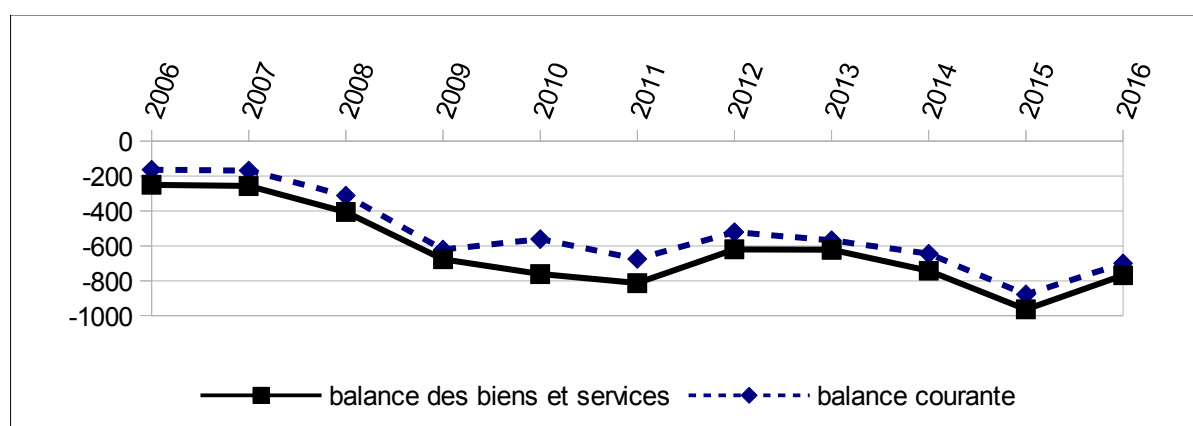
Le ratio du déficit courant, hors dons, rapporté au PIB s'est réduit de 5,2 points de pourcentage (pp) pour ressortir à 17,2% en 2016 contre 22,4% en 2015. Cette évolution traduit pour l'essentiel la baisse des importations des biens d'équipement et intermédiaires en lien avec le ralentissement des investissements des sociétés minières et pétrolières ainsi que la baisse de cadence des mises en chantier.



Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

Cette corrélation traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2010, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes tels que les services de télécommunication, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2011, les deux séries retrouvent leur évolution d'avant le choc de 2009.

**Graphique 2** : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2006 et 2016 (montants en milliards de FCFA)



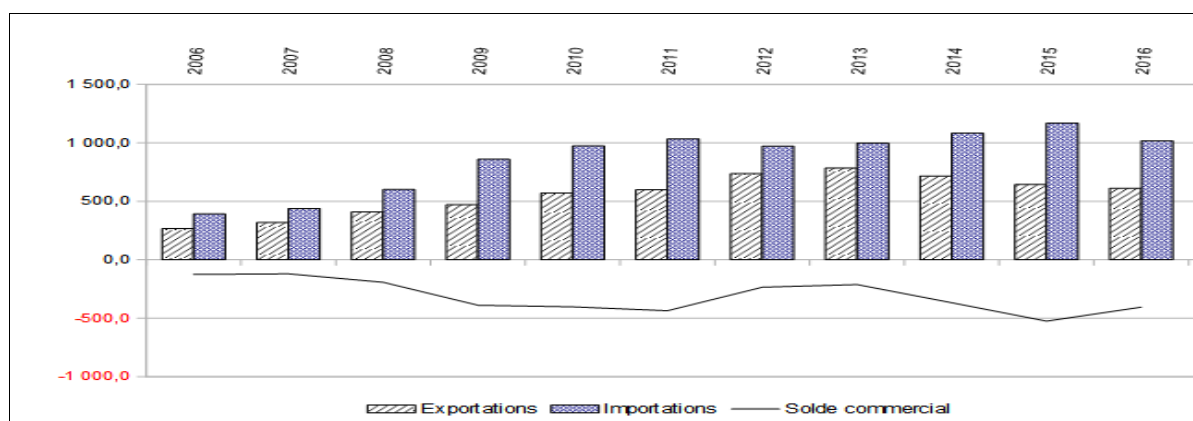
Source : BCEAO

### 1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une amélioration de 119.927 millions, soit 22,8% en 2016, passant de 525.406 millions en 2015 à 405.479 millions en 2016 (cf. graphique 3).

Le ratio du déficit commercial au PIB épouse la même dynamique, en passant de 12,4% en 2015 à 9,1% en 2016. Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflète mieux l'orientation des échanges.

**Graphique 3** : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2006 et 2016



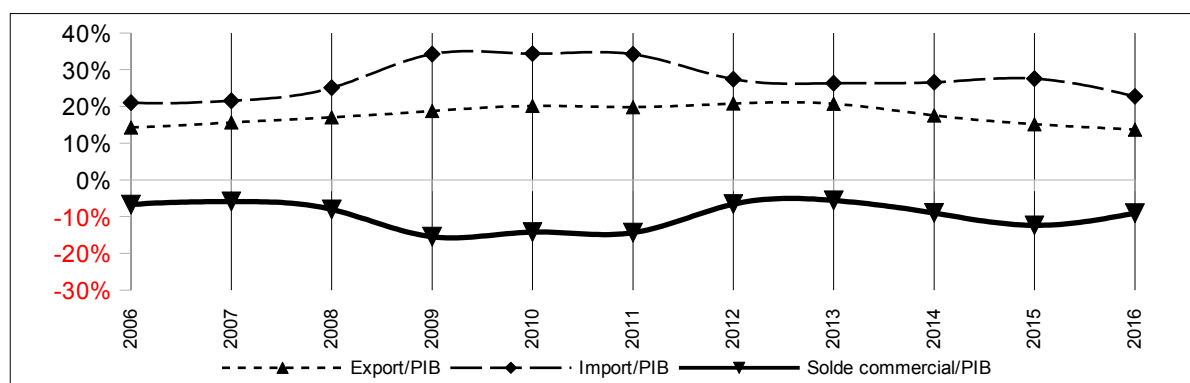
Source : BCEAO

L'amélioration du déficit commercial entre 2015 et 2016 résulte de la diminution des importations (-151.343 millions), beaucoup plus importante que celle des exportations (-31.415 millions). En effet, les importations ont chuté de 13,0% imputable principalement aux achats de biens d'équipement et intermédiaires dont les commandes ont baissé au cours de l'année 2016, sous l'effet du ralentissement de la cadence des mises en chantiers.

Concernant les exportations, elles sont passées de 643.158 millions en 2015 à 611.743 millions en 2016, soit une baisse de 4,9%. Cette évolution s'explique par le repli des expéditions de l'uranium de 26,2%. En revanche, les exportations des produits pétroliers raffinés ont connu une hausse de 2,9%, en lien essentiellement avec la reprise des ventes extérieures des produits pétroliers, après l'arrêt de la production de la raffinerie durant quelques mois en 2015, et la possibilité accordée à la SORAZ en août 2016 d'exporter une partie de sa production au même titre que la SONIDEP.

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 60,1% en 2016 contre 55,0% un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

**Graphique 4** : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2006 et 2016



Source : BCEAO

### 1.1.1. Exportations de biens

#### 1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

**Tableau 3** : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

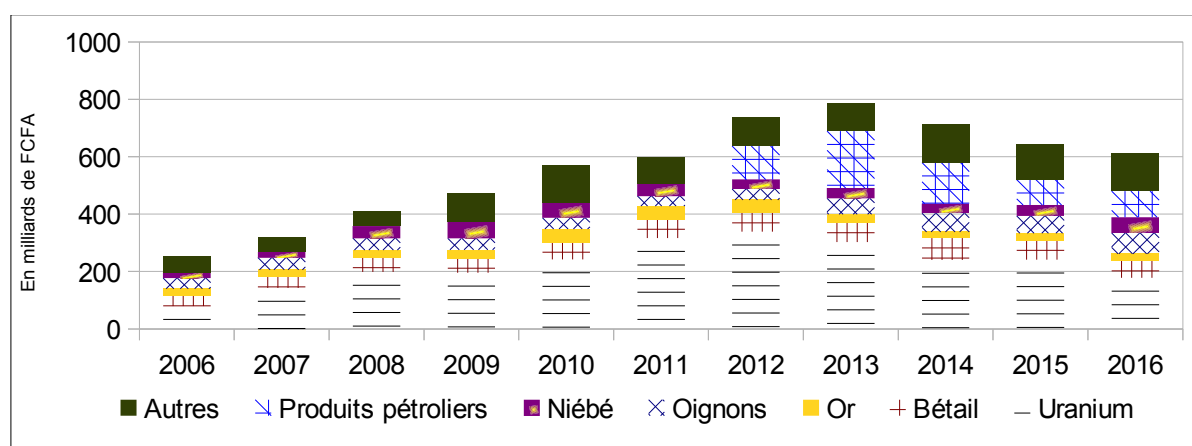
Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	690 976	754 905	693 417	618 322	587 240
- Uranium	338 714	302 788	240 529	240 762	177 680
- Pétrole raffiné	116 627	198 900	143 198	88 730	91 343
- Produits agropostoraux	136 589	158 180	174 125	166 152	186 480
- Autres produits	99 046	95 037	135 565	122 678	131 736
<i>Dont réexportations</i>	64 549	71 931	105 275	97 954	96 386
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	55	0	0	0	0
Or non monétaire	45 330	29 704	21 730	24 836	24 503
<b>Total exportations de biens</b>	<b>736 361</b>	<b>784 609</b>	<b>715 147</b>	<b>643 158</b>	<b>611 743</b>

Source : BCEAO

Il en ressort un montant total d'exportations de 611.743 millions en 2016 contre 643.158 millions en 2015, soit une baisse de 4,9% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la contraction des expéditions uranifères et des animaux sur pieds, malgré l'amélioration des ventes du pétrole raffiné et de certains produits agropastoraux notamment l'oignon. S'agissant des exportations d'uranium, elles se sont établies à 177.680 millions en 2016 contre 240.762 millions en 2015, en liaison avec la baisse du volume exporté malgré la hausse du prix conventionnel entre les deux années. La baisse en volume des exportations résulte de la baisse de la production causée par des arrêts techniques observés au cours de l'année sous revue.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or), des produits pétroliers et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé).

**Graphique 5** : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2006 et 2016



Source : BCEAO

### 1.1.1.2. Composition des exportations de biens

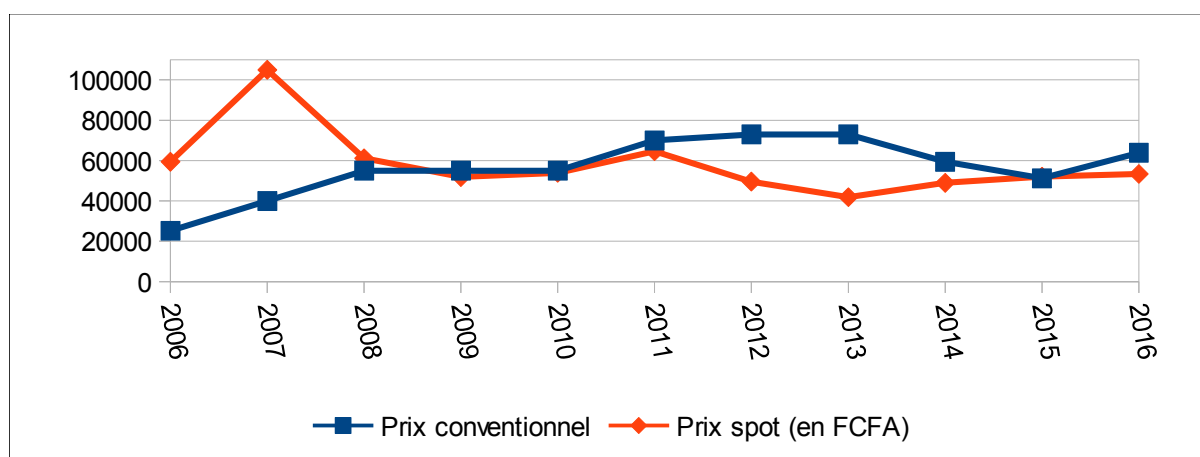
#### 1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 2.924,0 tonnes en 2016 contre 4.334,0 tonnes en 2015. Par ailleurs, la production est passée de 4.116 tonnes en 2015 à 3.478 tonnes pour l'année sous revue. Les expéditions des filiales d'Areva au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), ont porté respectivement sur 1.694,0 tonnes et 910,0 tonnes en 2016. Celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN) se sont établies à 320,0 tonnes contre 1.020,0 tonnes un an plus tôt. En revanche, la Société des Mines d'Azelik (SOMINA) n'a enregistré aucune vente à l'étranger en 2016 comme en 2015, suite à l'arrêt de la production. Quant au prix conventionnel du kilogramme pour la SOMAÏR et la COMINAK, il est passé de 51.253 FCFA en 2015 à 63.850 FCFA en 2016 (soit une hausse de 24,6%).

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR ont atteint 98.953,0 millions en 2016 contre 107.631 millions en 2015 et celles de la COMINAK 57.203,0 millions contre 63.398 millions un an plus tôt. Pour la SOPAMIN, les ventes se sont élevées à 21.524 millions en 2016 contre 69.733 millions en 2015, soit une baisse de 48.208,5 millions.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 177.680 millions en 2016, après 240.762 millions enregistrés en 2015, soit une baisse de 26,2% résultant de la chute du volume d'uranate exporté et de la baisse du prix spot au cours du dernier trimestre 2016 ayant affecté les ventes de la SOPAMIN.

**Graphique 6** : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2006 et 2016



Source : BCEAO

#### 1.1.1.2.2. Pétrole

La Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), dont la capacité de raffinage est de 20.000 barils/jour, assure la production des produits pétroliers depuis novembre 2011, répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger a commencé à exporter des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement des pays de la sous région.

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 91.343 millions en 2016 contre 88.730 millions en 2015 grâce à l'accroissement du volume exporté de 10,9%, tempéré par la chute des prix. Cette situation est imputable à la reprise des ventes extérieures des produits pétroliers, après l'arrêt de la production de la SORAZ durant quelques mois en 2015 pour des raisons techniques.

#### 1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2016, se sont traduites par une baisse du volume de 176,0 kg, passant de 875 kg en 2015 à 699,0 kg en 2016, suite à la baisse de la production, en lien avec les difficultés rencontrées avec le départ des investisseurs étrangers. Le prix moyen de vente s'est situé en moyenne à 23.398 FCFA le gramme. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel passent de 19.370,0 millions en 2015 à 16.681,0 millions en 2016, soit une baisse de 13,9%.

S'agissant de l'or orpaillé, les ventes à l'extérieur se sont situées à 7.822 millions en 2016 contre 5.466 millions en 2015. La hausse de la production est en lien avec l'intensification de cette activité sur les sites de Djado et dans la région de Tillabéri. En outre, le volume et le prix de l'or orpaillé se sont respectivement établis à 409,7 kg et 19.090,4 FCFA le gramme en 2016.

Ainsi, les exportations totales d'or en valeur ressortent à 24.503 millions en 2016 contre 24.836 millions l'année précédente, soit une baisse de 1,3%.

**Encadré 1 :** Impacts sur l'économie nigérienne des mesures de politiques économiques prises par le Nigeria

*Le Nigeria, premier producteur de pétrole en Afrique, est entré en récession en juin 2016. D'après les perspectives économiques mondiales du FMI, le taux de croissance du PIB de ce pays ressort à -1,6% en 2016 contre 2,7% en 2015, et 6,3% en 2014. Cette situation est imputable à la chute des cours du pétrole sur le marché international conjuguée aux menaces sécuritaires dans le delta du Niger et dans le Nord-Est du pays avec la secte terroriste Boko Haram. En effet, le baril du brut est passé de 92,4 dollars US (USD) en moyenne en 2014 à 49,7 USD en 2015, en baisse de 46,2%, entraînant pour le Nigeria une baisse drastique de ses réserves de change et un retour de l'inflation à deux chiffres jusque là maintenue à moins de 10%.*

*En vue de pallier les conséquences qui en résultent, des mesures de politiques économiques ont été prises par les Autorités nigériennes depuis 2014. Ainsi, en novembre 2014, le Naira, la monnaie nigérienne, a connu une dévaluation de 8% par rapport au USD. Au mois de mars de l'année suivante, le taux de change de cette monnaie a été fixé de manière institutionnelle à 197 Nairas pour un USD. Afin de stimuler la croissance, le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale du Nigeria (BCN) est passé de 13% à 11% et le taux de réserve obligatoire des banques a également été abaissé de 25% à 20% en novembre 2015, niveau le plus bas depuis 2009. Des mesures protectionnistes, visant l'interdiction de l'importation de 41 produits, dont l'huile alimentaire, le sucre, le riz blanc, les pâtes alimentaires, ont été également prises au cours de la même période. Celles-ci ont pour but non seulement d'endiguer la sortie des devises mais aussi de relancer l'agriculture et l'industrie, avec pour objectif de rendre le pays moins dépendant des exportations du pétrole. Au cours de l'année 2016, les autorités monétaires ont introduit un régime de change flottant pour le Naira, occasionnant une chute brutale de sa valeur par rapport au USD.*

*Partageant près de 1500 km de frontière avec le Nigeria, le Niger a subi des impacts négatifs des décisions citées plus haut sur son économie, notamment au niveau du commerce des biens et services, des finances publiques et des envois de fonds de migrants nigériens travaillant dans ce pays.*

*Les principaux produits exportés vers ce grand voisin du Sud sont le bétail, le niébé, le poivron et le souchet. Quant aux achats en provenance de ce pays, ils concernent les céréales et produits manufacturés. Particulièrement, les conséquences de ces mesures sur les exportations des animaux sur pied à destination du Nigeria ont conduit à une baisse de ces ventes de 12,6% en 2016. Il est également à noter un important commerce de transit et de réexportation touchant notamment le riz, les tabacs, les huiles et les voitures d'occasion en provenance essentiellement des ports de Cotonou et Lomé.*

*Cependant, le commerce du Niger avec le Nigeria ayant une dominance fortement informelle, la mesure d'interdiction touchant les importations pourrait contribuer à développer la contrebande, afin de contourner ces mesures protectionnistes.*

*En outre, depuis 2012, le Niger a commencé à exporter des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement des pays de la sous région, notamment le Nigeria en raison de l'arrêt et de la vétusté de ses sites de raffinage.*

*Du côté des finances publiques, la mesure visant à suspendre les réexportations à partir du Bénin et du Niger a eu des répercussions sur les recettes douanières du Niger, dans un contexte de raréfaction de ressources liée à la chute des cours des principaux produits d'exportation.*

*S'agissant des envois de fonds des migrants, il est à signaler que le Niger dispose d'une importante communauté vivant au Nigeria. La forte dépréciation de la monnaie nigérienne, favorisant un accroissement de l'inflation dans ce pays, affecterait les revenus réels de la diaspora nigérienne,*

*entraînant ainsi une chute des transferts vers le Niger. Ainsi, les réceptions à travers les sociétés électroniques de fonds, sous forme d'aides familiales, d'aides scolaires, de construction immobilière ainsi que pour des opérations sur biens et services se sont situées à 31,8 milliards en 2015 contre 56,6 milliards en 2014.*

**Sources : Ministère du Plan, BCEAO**

#### **1.1.1.2.4. Bétail**

Les exportations de bétail ont connu en 2016 un recul de 12,6% en valeur pour s'établir à 59.217 millions, en raison de la récession économique au Nigeria, principale destination de ce produit. En effet, la baisse du Naira a eu un impact sur la compétitivité-prix des expéditions nigériennes.

#### **1.1.1.2.5. Oignons**

La valeur totale des exportations d'oignon ressort à 72.594 millions en 2016 contre 60.758 millions en 2015, suite à la hausse de la production, en lien avec les effets de la mise en œuvre du comptoir de l'oignon et ceux de l'initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériel et d'intrants agricoles.

#### **1.1.1.2.6. Niébé**

La valeur des exportations de niébé s'est située à 54.669 millions en 2016, en progression par rapport au niveau de 37.630 millions enregistré un an plus tôt, suite à une hausse record de la production lors de la campagne agricole 2016/2017 et à la lutte contre les insectes ravageurs. En effet, la production est passée de 1.668.023 tonnes en 2015 à 1.982.300 tonnes au cours de l'année sous revue.

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

#### **1.1.1.2. 7. Autres exportations**

Ces exportations sont ressorties à 131.736,0 millions en 2016 contre 122.678,0 millions en 2015, soit une hausse de 9.058 millions, malgré la chute des réexportations de marchandises vers le Nigeria. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations<sup>2</sup> est ressorti à 6,3%, en hausse de 0,4% par rapport à son niveau de 2015. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

**Tableau 4** : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations totales ajustées	736 361	784 609	715 147	643 158	611 743
Service de la dette	19 856	23 189	30 542	36 719	38 720
<b>Service de la dette/Exportations</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>6,3%</b>

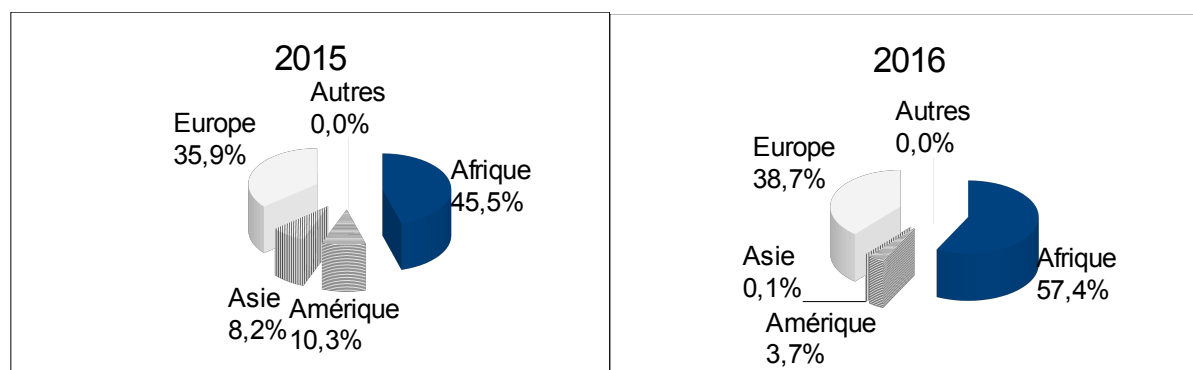
**Sources** : BCEAO et MF

### 1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique et de l'Europe et un repli de celle de l'Amérique et de l'Asie.

L'Afrique est le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 57,4% de ses ventes en 2016 contre 45,5% l'année précédente, suivie de l'Europe (38,7%), de l'Amérique (3,7%) et de l'Asie (0,1%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

**Graphique 7** : Répartition des exportations par zone géographique en 2015 et 2016



**Source** : BCEAO

La hausse de la part de l'Afrique s'explique par celle des produits pétroliers exportés, du niébé et de l'oignon au cours de l'année 2016, atténuée par la baisse des expéditions des animaux vivants en direction principalement du Nigeria.

Quant à l'Europe, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 38,7% des échanges contre 35,9% un an plus tôt. Cette hausse de la part de l'Europe est due essentiellement à la hausse du volume d'or exporté essentiellement vers la Suisse, nonobstant la chute des expéditions d'uranium vers la France.

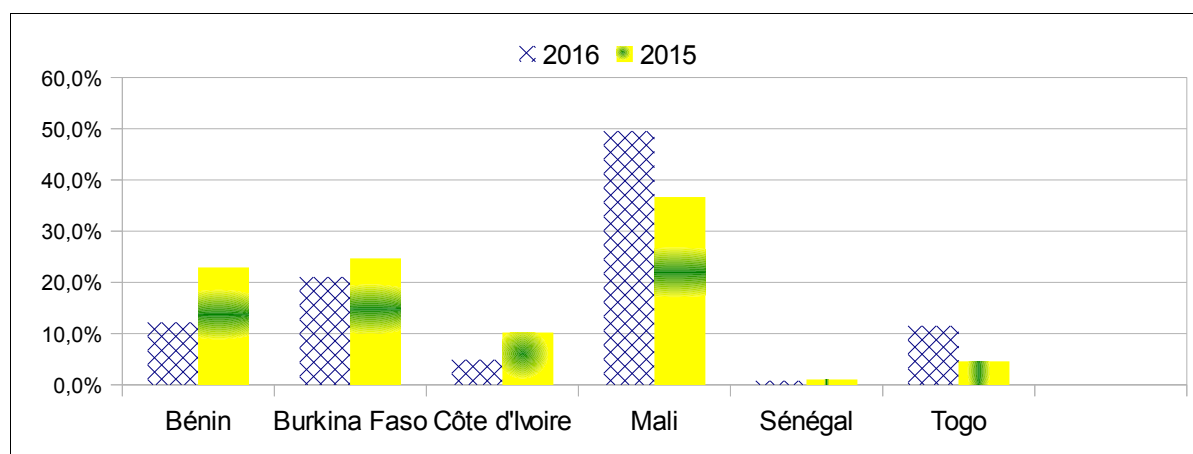
La position de l'Amérique avec 3,7% contre 10,3% millions en 2015 s'explique par la baisse des ventes de l'uranium par la SOPAMIN vers les États-Unis, à la suite de la chute du prix spot au cours du dernier trimestre 2016.

<sup>2</sup> Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries<sup>3</sup> relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 18,2% des exportations du Niger en 2016 alors que le niveau était de 14,6% en 2015. Cette progression est imputable aux produits pétroliers raffinés.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8).

**Graphique 8** : Répartition des exportations UEMOA en 2015 et 2016 (en %)



Source : BCEAO

## 1.1.2. Importations de biens

### 1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

**Tableau 5** : Evolution des importations FOB de biens

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	971 526	996 875	1 082 992	1 168 494	1 017 221
Or non monétaire	0	0	1	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce			50	70	0
<b>Total importations fob de biens</b>	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221
PIB nominal	3 414 269	3 788 275	4 068 902	4 268 886	4 464 335
<b>Importations fob de biens /PIB</b>	<b>28,5%</b>	<b>26,3%</b>	<b>26,6%</b>	<b>27,4%</b>	<b>22,8%</b>

Source : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

<sup>3</sup> Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la création de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.

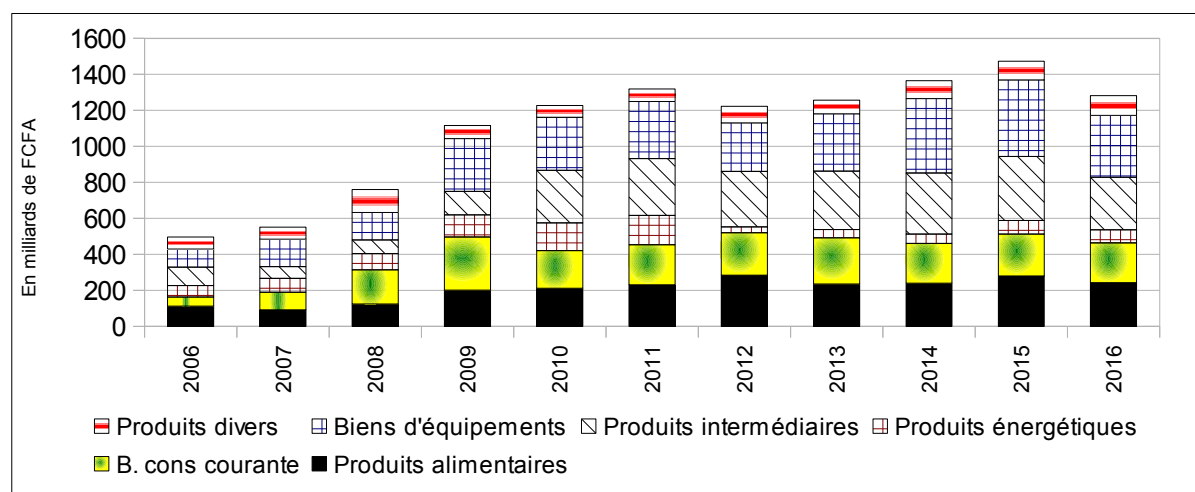


### 1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 27,5% du total des achats à l'extérieur en 2016 contre 28,8% en 2015, suivis des biens intermédiaires (22,8%), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques. Viennent ensuite les produits alimentaires (20,4%), les biens de consommation courante (16,5%) et les autres biens (7,1%).

La chute des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec la baisse d'intensité des grands travaux notamment dans le domaine ferroviaire, des BTP ainsi qu'à la baisse de cadence des investissements des sociétés d'exploitation minière et pétrolière.

**Graphique 9** : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2006 à 2016 (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

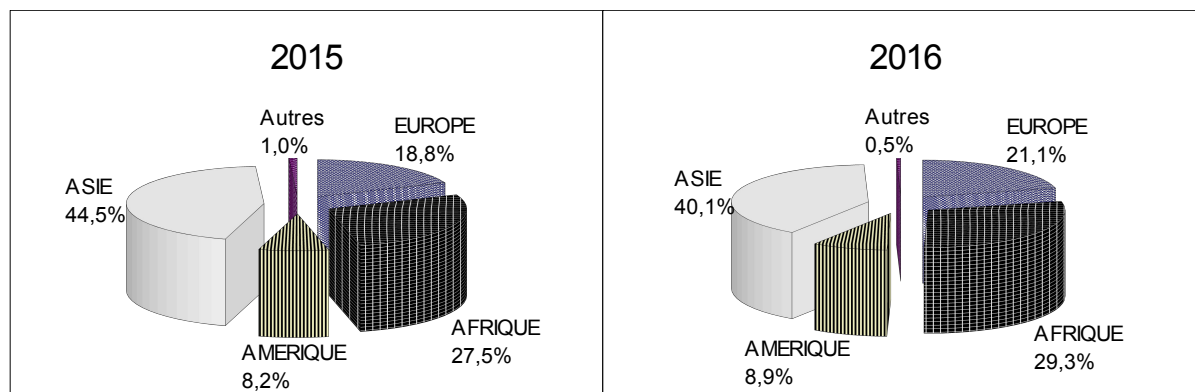
### 1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 40,1% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2016 contre 44,5% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie par l'Afrique avec 29,3% (contre 27,5% en 2015) et l'Europe avec 21,1% (contre 18,8% en 2015). Quant à l'Amérique, elle a livré 8,9% des importations du Niger en 2016 contre 8,2% en 2015.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé. La décélération observée en 2016 est essentiellement imputable à la baisse des importations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine, en lien avec la baisse d'intensité des travaux de construction d'infrastructures.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

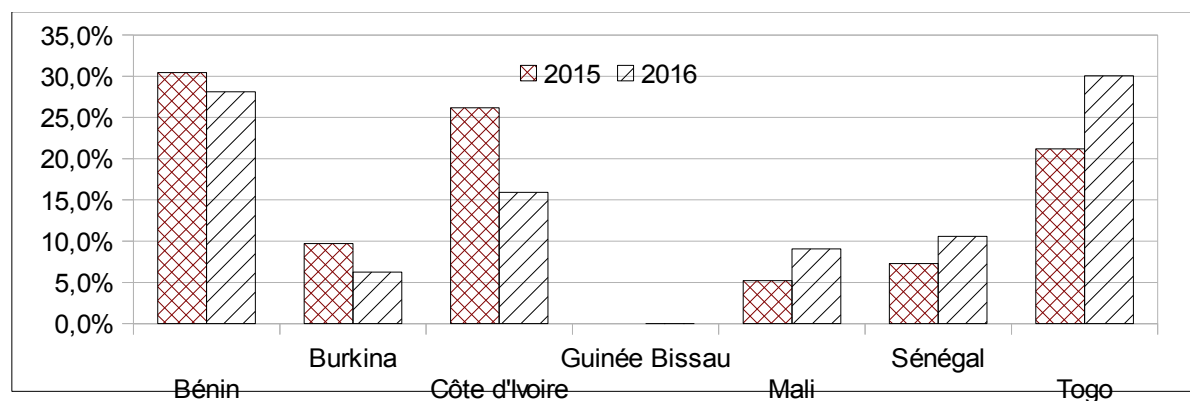
**Graphique 10** : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2015 et 2016



**Source** : BCEAO

Au niveau du continent africain, 56,6% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés. Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 164.704 millions en 2016 contre 209.610 millions à fin décembre 2015. Ces transactions sont dominées par le Togo (30,0%), le Bénin (28,1%) et la Côte d'Ivoire (15,9%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

**Graphique 11** : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2015 et 2016



**Source** : BCEAO

## 1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est amélioré de 17,2% pour ressortir à 362.989 millions en 2016. Cette situation résulte principalement de la réduction des dépenses en fret et assurances induites par la baisse des importations. Parallèlement, le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'information, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et des travaux de construction, s'est situé, quant à lui, à 80.991 millions en 2016 contre 101.748

millions un an plus tôt. En effet, ce poste a connu une diminution de 20.757 millions entre 2016 et 2015, imputable à la baisse d'intensité des travaux de construction d'infrastructures et dans les domaines minier et pétrolier, modérée par les recettes de télécommunications réalisées par les compagnies de téléphonie mobile, liées notamment à l'interconnexion. En effet, les compagnies de téléphonie mobile réalisent des recettes dans le cadre de l'utilisation de leurs réseaux par des voyageurs étrangers dans le cadre du roaming et effectuent également des dépenses pour l'utilisation des plate-formes étrangères.

**Tableau 6** : Evolution de la balance des services de 2012 à 2016

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-292 851	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514
Voyage	6 922	5 457	2 430	2 143	1 516
Autres services	-99 203	-144 284	-80 826	-101 748	-80 991
<b>Total balance des services</b>	<b>-385 132</b>	<b>-410 725</b>	<b>-374 937</b>	<b>-438 359</b>	<b>-362 989</b>

**Source** : BCEAO

### 1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est amélioré, passant de 338.754 millions en 2015 à 283.514 millions en 2016, imputable à la réduction des dépenses nettes en fret de 39.209 millions induite par la baisse des importations.

**Tableau 7** : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Transports	-292 851	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514
- passagers	-52 546	-15 991	-17 014	-38 051	-17 121
- Fret	-239 849	-256 060	-278 987	-302 521	-263 313
- Autres	-456	153	-540	1 818	-3 080
Importations CAF de marchandises	-1 222 045	-1 253 931	-1 364 894	-1 472 670	-1 281 942
Fret/Importations CAF	<b>20,50%</b>	<b>20,50%</b>	<b>20,65%</b>	<b>20,65%</b>	<b>20,65%</b>

**Source** : BCEAO

### 1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 1.516 millions en 2016 contre 2.143 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une baisse de 741,0 millions par rapport à l'année 2015, imputable principalement aux voyages à titre personnel, dont la balance s'est dégradée en passant de -2.809 millions en 2015 à -3.684 millions en 2016, en lien avec les évacuations sanitaires, le pèlerinage à la Mecque ainsi que les dépenses touristiques à l'étranger.

**Tableau 8** : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Voyages	6 922	5 457	2 430	2 143	1 516
- à titre professionnel	6 456	4 823	7 551	4 952	5 200
- à titre personnel	466	634	-5 121	-2 809	-3 684

**Source** : BCEAO

### 1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 80.991 millions, en baisse par rapport au niveau de 101.748 millions atteint en 2015, imputable essentiellement aux travaux de construction d'infrastructures et aux autres services rendus aux sociétés minières, pétrolières et de télécommunications.

**Tableau 9** : Évolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-13 319	-16 994	-5 950	-11 311	-13 332
Travaux de construction	-50 126	-62 068	-61 301	-68 968	-56 526
Services d'assurance et de retraite	-973	-210	-5 793	-5 702	-3 641
d'information	-6 649	-18 673	12 452	11 889	10 800
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-30 783	-47 289	-24 256	-30 799	-22 247
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	2 706	2 341	4 252	3 600	3 654
Divers autres services	-59	-290	-230	-458	301
<b>Total Autres services</b>	<b>-99 203</b>	<b>-143 183</b>	<b>-80 826</b>	<b>-101 748</b>	<b>-80 991</b>

**Source** : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière ainsi que les télécommunications.

### 1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 6.215 millions pour s'établir à -96.694 millions en 2016, en liaison principalement avec la hausse des paiements d'intérêts sur la dette publique.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les reversements à l'UEMOA et à la CEDEAO.

**Tableau 10** : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	13 264	10 316	8 890	9 592	7 473
Revenus des investissements	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093
Dont intérêts sur la dette publique	-7 413	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400
Autres revenus primaires			542	-10 332	-7 073
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-69 103</b>	<b>-91 267</b>	<b>-75 011</b>	<b>-90 479</b>	<b>-96 766</b>

**Source** : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 7.473 millions en 2016 contre 9.592 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique

principalement par la hausse du rapatriement de salaires du personnel étranger, notamment chinois.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est détérioré de 7.354 millions entre 2015 et 2016, en ressortant à -97.093 millions contre -89.739 millions en 2015, imputable aux paiements d'intérêts sur la dette publique et privée. S'agissant des intérêts de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 18.400 millions en 2016 contre 13.300 millions l'année précédente. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 19,0%, en progression par rapport à 2015.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe sur certaines importations. Les montants transférés ont atteint 7.073 millions en 2016 contre 10.332,0 millions en 2015, en lien avec la baisse des importations en 2016.

**Tableau 11** : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Total des revenus des investissements	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093
.Revenus des investissements directs	-59 756	-91 407	-52 690	-71 341	-78 257
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-7 413	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400
. Autres revenus des investissements	-15 197	-1 776	-21 798	-5 098	-437
Intérêts de la dette publique extérieure/Total des revenus des investissements	9,0%	8,3%	11,8%	14,8%	19,0%

**Source** : BCEAO

#### **1.4. Compte du revenu secondaire**

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant essentiellement de l'Union Européenne, passent de 76.600 millions en 2015 à 66.200 millions en 2016.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 16.628 millions en 2016, dont plus de la moitié en provenance de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 82.075 millions contre 81.050 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs et des

subventions reçues de l'extérieur par les ONG en lien avec la gestion des réfugiés en provenance du Mali et du Nigeria.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 164.903 millions contre 175.575 millions un an plus tôt, en rapport avec la diminution des transferts publics notamment les aides budgétaires.

**Tableau 12** : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
- Administration publique	117 853	78 724	91 768	94 525	82 828
. dont aides budgétaires	93 101	53 900	67 900	76 600	66 200
- Autres secteurs	49 947	67 246	80 769	81 050	82 075
. dont envois de fonds des travailleurs	17 955	16 544	26 566	31 980	32 367
Total revenu secondaire	167 800	145 970	172 537	175 575	164 903

**Source** : BCEAO

## II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 229.635 millions en 2016 contre 173.913 millions en 2015. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement à la réception des dons projets par l'Etat du Niger.

Les dons projets d'un montant de 204.025 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale, à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné les ONG et la poursuite de la construction d'un immeuble par la BID, dont les loyers seront reversés à l'Université Islamique au Niger.

**Tableau 13** : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
- Transferts de capital Adm. Publ.	126 500	251 664	154 300	156 000	204 025
. Remise de dette	3 000	664	0	0	0
. Autres transferts	123 500	251 000	154 300	156 000	204 025
- Transferts des autres secteurs	14 090	14 825	13 780	19 047	25 926
Total des transferts de capital	<b>140 590</b>	<b>266 489</b>	<b>168 080</b>	<b>175 048</b>	<b>229 951</b>
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-1 269	15 581	15 992	-1 134	-316
<b>Total compte de capital</b>	<b>139 321</b>	<b>282 070</b>	<b>184 072</b>	<b>173 913</b>	<b>229 635</b>

**Source** : BCEAO

### **Encadré 2 : Signature du programme Compact entre le Niger et le Millennium Challenge Corporation (MCC) des Etats-Unis d'Amérique**

L'organisme américain de lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement, le Millennium Challenge Corporation (MCC), a approuvé en juin 2016 au profit du Niger, à travers le programme compact, une enveloppe de 437 millions de dollars US sur une période de cinq (5) ans, en vue de l'accompagner dans la réalisation de certains programmes et projets sociaux majeurs notamment dans le domaine de l'agriculture. Ayant pour volet principal l'irrigation, le programme compact-Niger prévoit également la construction des routes pour faciliter l'écoulement des produits agricoles et le développement du cofinancement avec la Banque Mondiale sur les projets existants.

Le Programme MCC pour le Niger renferme plusieurs volets prioritaires pour le développement dont :

- le développement des infrastructures d'irrigation à grande échelle à travers une approche communautaire ;
- la réhabilitation des routes d'accès aux périmètres irrigués ;
- les activités d'accompagnement dans le cadre de la gestion des eaux et des aménagements hydro-agricoles ;
- le soutien à l'agriculture résiliente au climat tout en favorisant une augmentation durable de la productivité ;
- le renforcement des activités dans le domaine de l'élevage.

De manière spécifique, le Programme est structuré autour de deux principales composantes ci-après :

1. La Composante Grande Irrigation et Infrastructures de Marché qui couvre les principales activités suivantes :
  - l'aménagement des Périmètres irrigués ;
  - les réformes institutionnelles devant permettre d'améliorer la performance de certaines institutions de développement rural (ONAHA, CAÏMA, gestion de l'eau sur les périmètres irrigués entre autres) ;
  - les infrastructures routières pour l'accès aux marchés.
2. La Composante Développement de l'élevage à base communautaire et l'agriculture résiliente face au climat à travers deux projets de la Banque Mondiale dans un système de cofinancement des activités à savoir :
  - le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) ;
  - le Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible aux risques Climatiques (PASEC) ou Climate Resilient Agriculture (CRA) qui interviendra dans 16 communes des régions de Maradi, Tahoua, Dosso et Tillabéri.

Ce programme contribuerait à l'amélioration des exportations des produits agropastoraux du Niger grâce à l'accroissement de la productivité et de l'accès aux marchés.

**Source** : Compact-Niger

### **III. Compte financier**

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une dégradation de 21,3%, passant de -577.289 millions en 2015 à -454.476 millions en 2016, imputable aux investissements directs étrangers.

**Tableau 14** : Evolution du compte des opérations financières

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
- Investissements directs	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741
- Investissements de portefeuille	-4 875	9 417	-61 779	-83 962	-99 135
- Dérivés financiers	0	0	0	0	0
- Autres investissements	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600
<b>Total des opérations financières</b>	<b>-550 169</b>	<b>-392 692</b>	<b>-648 276</b>	<b>-577 289</b>	<b>-454 476</b>

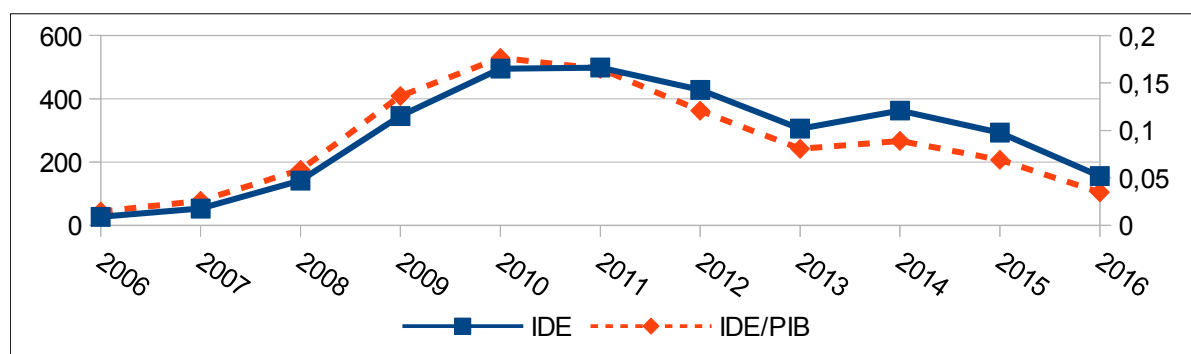
**Source** : BCEAO

### 3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -154.741 millions en 2016 contre -292.850 millions en 2015, résultant pour l'essentiel de la baisse de cadence des activités de forage au niveau du site d'Agadem, de la récupération des coûts pétroliers et de l'arrêt des appels de fonds d'Imouraren. La poursuite des activités de prospection avec les nombreux permis de recherche octroyés, les investissements des sociétés d'exploitation minière et de télécommunications, le renforcement de la capitalisation des banques ainsi que divers travaux de construction ont tempéré l'évolution baissière des IDE au Niger en 2016.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2003 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011. Ayant débuté en 2004, avec l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004, les IDE se sont renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. Toutefois, une baisse, imputable au ralentissement du rythme des forages sur le site d'AGADEM et le report des investissements sur le site d'Imouraren est observée en 2016.

**Graphique 12 :** Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2006 et 2016



Source : BCEAO

### 3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -83.962 millions en 2015 à -99.135 millions en 2016, en lien avec les souscriptions des titres publics par les banques des autres Etats de l'Union, qui ont plus que couvert les achats nets de titres publics étrangers par les banques du Niger.

#### **Encadré 3 :** Situation des bons et obligations du Trésor en 2016

Le 14 janvier 2016, le Trésor a procédé à la première émission de bons du Trésor pour l'année 2016. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 40.000 millions de FCFA sur 364 jours. Les offres enregistrées se sont situées à 55.500 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 138,75%. Les propositions retenues ont porté sur 44.000 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 79,28% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 14.000 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 5,1443% et 5,4000%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 2.288,64 millions de FCFA.

Par ailleurs, le Trésor a remboursé, le 20 janvier 2016, les bons émis le 20 janvier 2015 pour un montant de 40.000 millions.



Le 14 avril 2016, le Trésor a procédé à la deuxième émission de bons du Trésor pour l'année 2016. Les propositions retenues ont porté sur 44.000 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 96,99% du montant global des soumissions. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 5,0801% et 5,5055%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 1.130,04 millions de FCFA.

Le remboursement des bons de Trésor émis en octobre 2015 pour 38 500 millions est intervenu le 20 avril 2016.

Le 31 mai 2016, le Trésor a procédé à la troisième émission de bons du Trésor pour l'année 2016. Les propositions retenues ont porté sur 16.500 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 61,58% du montant global des soumissions. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 4,0473% et 4,70%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 168,81 millions de FCFA.

Le 30 août 2016, il a été procédé au remboursement des bons de Trésor émis le 31 mai 2016 pour 16 500 millions.

Le 06 octobre 2016, le Trésor a procédé à la quatrième émission de bons du Trésor pour l'année 2016. Les propositions retenues ont porté sur 34 110 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 100% du montant global des soumissions. Le taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues a atteint 85,28%. Les banques locales ont souscrit pour 10 060 milliards et leurs consœurs des autres pays de l'union pour le reste. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 4,0303% et 6,50%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 4 159,60 millions de FCFA.

Le 13 octobre 2016, le Trésor a procédé au remboursement des bons émis le 14 avril 2016 pour 44 000 millions.

En conséquence, l'encours des bons du Trésor se situe à 78 110 millions de FCFA au 31 décembre 2016, dont 24 060 millions de FCFA souscrits par les banques locales.

En outre, il a été procédé le 31 mars 2016 à la première émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10 000 FCFA et un montant global de 35 000 millions de FCFA sur 3 ans, avec un coupon annuel au taux de 5,500%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 47 223,33 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 38 500 millions de FCFA, soit 81,53%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9 859,9817 FCFA et 9.750 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 7.434,33 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le Trésor a procédé le 17 août 2016 à la deuxième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 35.000 millions de FCFA sur 5 ans avec un coupon annuel au taux de 6,000%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 38 275 millions de FCFA, retenues en totalité, soit 109,36%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9 808,7906 FCFA et 9 700 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 20 750 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 15 septembre 2016, il a été procédé à la troisième émission de bons obligataires, assimilables à celle du 17 août 2016, pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 35.000 millions de FCFA, avec un coupon annuel au taux de 6,0%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 38 925 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 35 000 millions de FCFA, soit 89,92%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9 749,345 FCFA et 9 515,0 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 8 500 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 17 novembre 2016, il a été procédé à la quatrième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 30.000 millions de FCFA sur 7 ans avec un coupon annuel au taux de 6,5%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 31 488,75 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 30 000 millions de FCFA soit 95,29%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9 651,2627 FCFA et 9 506 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 16 618,75 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Par ailleurs, en avril 2016, le Trésor a procédé au remboursement de 15 825 millions au titre des obligations du Trésor N°1 de 2014 et au remboursement de 7 500 millions en août 2016 au titre des obligations du Trésor N°2 de 2014. Le 20 novembre 2016, il a procédé au remboursement partiel de 6 250 millions des obligations du 21 novembre 2013 dont 3 360 pour les banques locales.

Le 25 novembre 2016, il a été également procédé au remboursement de 3 320,0 millions au titre des obligations émises le 26 novembre 2009 dont 3 200 pour les banques locales.

Au total, l'encours des emprunts obligataires ressort à 344 046 millions de FCFA au 31 décembre 2016, dont 91 999,9 millions de FCFA détenus par des banques locales.

### **3.3. Autres investissements**

Les autres investissements sont passés d'un solde de -200.477 millions en 2015 à -200.600 en 2016, stable par rapport à l'année 2015. Toutefois, les tirages publics ont connu une baisse de 40.628 millions en 2016, passant de 211.500 millions à 170.872 millions, en lien

avec la baisse des mises en chantier, et les autres investissements privés ont connu une hausse de 40.751 millions, notamment les crédits commerciaux et les prêts.

#### **IV – Capitaux monétaires**

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

##### **4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale**

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 483.978 millions en 2015 à 460.679 millions en 2016, soit une diminution de 23.299 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2012.

**Tableau 15** : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale  
(Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
<b>CRÉANCES SUR LES NON-RESIDENTS</b>	<b>569 203</b>	<b>563 739</b>	<b>733 757</b>	<b>673 012</b>	<b>740 490</b>	<b>67 479</b>
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	55 190	67 675	54 755	48 236	46 441	-1 795
Monnaies Etrangères Incluses dans les Réserves Officielles	7 371	22 965	2 733	693	1 403	710
Position de réserve	6 323	4 943	9 553	7 918	23 252	15 334
DTS détenus	41 495	39 766	42 468	39 625	21 785	-17 840
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	514 013	496 065	679 002	624 776	694 050	69 274
<b>ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RESIDENTS</b>	<b>156 209</b>	<b>104 960</b>	<b>166 712</b>	<b>189 034</b>	<b>279 811</b>	<b>90 777</b>
ENGAGEMENTS EXTERIEURS À COURT TERME	33 283	36 135	59 673	89 976	96 328	6 352
Recours aux crédits FMI	33 283	36 135	59 673	89 976	96 328	6 352
AUTRES ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	122 926	68 825	107 039	99 058	183 483	84 425
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES NON-RÉSIDENTS	1 921	3 053	1 720	1 943	1 741	-202
AUTRES DÉPÔTS NON-RÉSIDENTS	1 014	1 618	2 314	2 494	3 586	1 092
AUTRES COMPTES À PAYER NON-RÉSIDENTS	71 860	18 026	53 740	42 072	125 504	83 432
dont Allocations des DTS	48 131	46 128	49 265	52 548	52 652	103
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>412 993</b>	<b>458 780</b>	<b>567 045</b>	<b>483 978</b>	<b>460 679</b>	<b>-23 299</b>

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 15 ci-dessus révèle que la hausse des avoirs officiels nets en 2016 provient principalement de la progression des autres actifs extérieurs (+69.274 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par les autres comptes à payer de non-résidents.

##### **4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts**

Les actifs extérieurs nets des banques se sont améliorés de 3.356 millions en passant de 108.043 millions en 2015 à 111.399 millions en 2016. Cette situation reflète une baisse des passifs étrangers, plus importante que la baisse des actifs, comme l'indique le tableau 16 ci-après.

**Tableau 16 :** Evolution des avoirs et engagements des banques*(Montants en millions de F CFA)*

RUBRIQUES	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	Variation 2016/2015
<b>ACTIFS ETRANGERS</b>	<b>142 478</b>	<b>251 886</b>	<b>286 913</b>	<b>270 096</b>	<b>242 040</b>	<b>-28 056</b>
MONNAIE NATIONALE	117 565	207 477	254 807	247 498	222 589	-24 909
MONNAIE ETRANGERE	24 913	44 409	32 106	22 598	19 451	-3 147
<b>PASSIFS ETRANGERS</b>	<b>138 483</b>	<b>178 843</b>	<b>147 140</b>	<b>162 053</b>	<b>130 641</b>	<b>-31 412</b>
MONNAIE NATIONALE	130 703	156 769	126 280	140 479	107 631	-32 848
MONNAIE ETRANGERE	7 780	22 074	20 860	21 574	23 010	1 436
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>3 995</b>	<b>73 043</b>	<b>139 773</b>	<b>108 043</b>	<b>111 399</b>	<b>3 356</b>

**Source :** BCEAO*(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.***4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts**

L'évolution du secteur monétaire en 2016 s'est traduite par une dégradation de 19.943 millions, imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 20.243 millions contre un déficit de 132.646 millions en 2015.

**Tableau 17 :** Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)*(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Variation des AEN de la BC	-154 605	-45 786	-108 265	83 067	23 299
Variation des AEN du sect. Banc.	-19 743	-69 048	-66 730	31 730	-3 356
Solde monétaire	-174 348	-114 834	-182 820	114 797	19 943
Réévaluation	4 355	1 383	1 457	1 469	300
<i>Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires</i>	7 308	14 398	0	16 380	0
<b>Solde global de la balance des paiements</b>	<b>162 685</b>	<b>99 053</b>	<b>181 363</b>	<b>-132 646</b>	<b>-20 243</b>

**Source :** BCEAO**V – Position extérieure globale**

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

**5.1 Variation de la position extérieure globale**

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -4.382.651 millions à fin 2016 contre un solde de -3.908.477 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements plus importante que l'accroissement des avoirs.

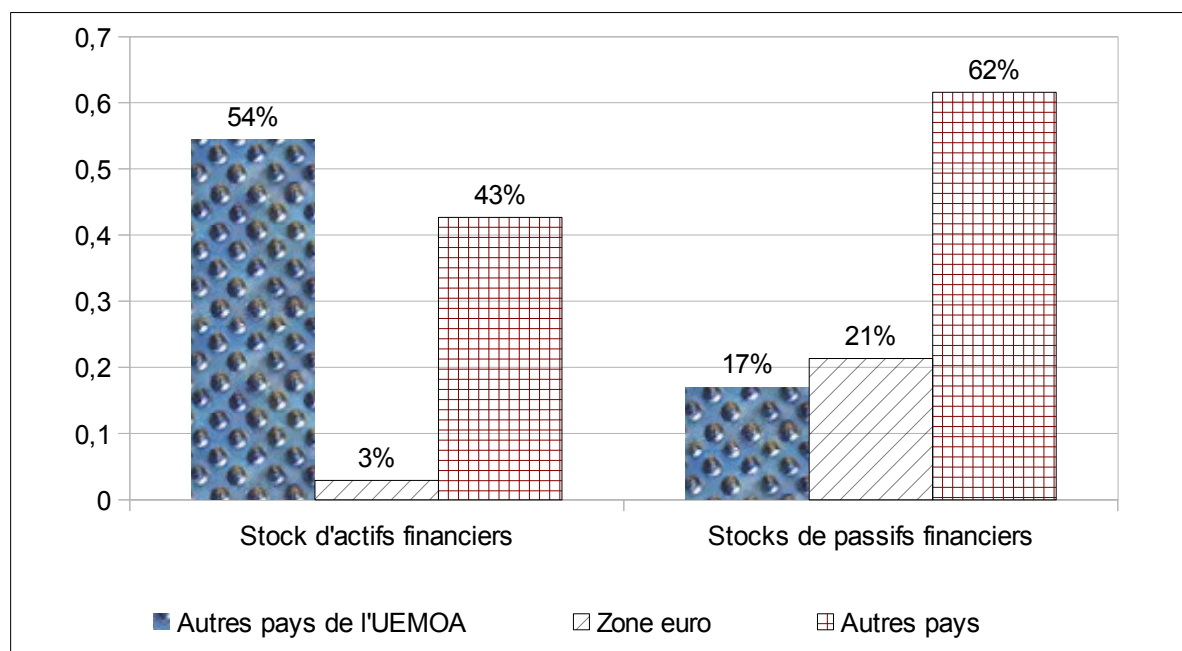
Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2016 sont retracés à l'annexe 1.18.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.252.022 millions en 2016 contre 1.186.192 millions en 2015. Cette hausse résulte principalement des avoirs de réserve (+67.479 millions) et des investissements de portefeuille (+29.920 millions). Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 5.634.673 millions en 2016 contre 5.094.669 en 2015, en progression de 540.004 millions, imputable aux « investissements directs étrangers », aux investissements de portefeuille et aux « autres investissements ».

### 5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays à hauteur de 54,0% et des pays de l'UEMOA avec 43,0% (voir graphique 13). Les avoirs de réserve, les autres investissements et les investissements de portefeuille représentent respectivement 59,2%, 11,1% et 20,8% des stocks d'actifs. Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (62,0%) et la zone euro (21%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts et des crédits commerciaux.

**Graphique 13** : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2016



**Source** : BCEAO

## **CONCLUSION**

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti déficitaire de 20,243 milliards contre un déficit de 132,6 milliards enregistré en 2015. Cette évolution résulte d'une amélioration du déficit du solde des transactions courantes et de capital, beaucoup plus importante que la baisse du compte financier.

Ainsi, le déficit structurel de la balance courante s'est amélioré, en passant de 878.669 millions en 2015 à 700.258 millions en 2016. Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et des services, partiellement compensée par une dégradation des soldes du revenu secondaire et du revenu primaire. En effet, la baisse des importations entre 2015 et 2016 a entraîné une réduction du déficit de la balance des biens et a réduit les dépenses relatives aux fret et assurances.

Le solde du compte de capital s'est situé à 299.635 millions en 2015 contre 173.913 millions en 2015. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement à la réception des dons projets par l'Etat du Niger.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une dégradation de 21,3%, passant de -577.289 millions en 2015 à -454.476 millions en 2016, imputable aux investissements directs étrangers.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA.

Pour inverser cette tendance, il s'avère nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement et des politiques sectorielles, singulièrement l'Initiative-3N, de lever les contraintes qui pèsent sur l'exécution des grands projets d'investissements privés et publics.

Par ailleurs, les recommandations, ci-après, sont formulées :

- **la poursuite des réformes** visant l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **la poursuite de la mise en œuvre des politiques visant** le renforcement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires (riz, lait,...), des biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation ;
- **la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques ;**
- **la mise en place de politiques visant l'accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et**

**travaux publics**, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;

- **la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes**, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;
- **la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- **la poursuite des mesures visant la facilitation du financement des PME/PMI** ;
- **le renforcement de la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur**, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.

# ANNEXES

**Pages****ANNEXE SOMMAIRE**

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	37
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	38
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	39
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	40
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	41
Annexe 1.6 : Compte de biens	42
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	42
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	43
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	43
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	44
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	44
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	45
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	46
Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires	46
Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires	46
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	47
Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières	47
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	48
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	49
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	50
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)	51
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles	59
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016	59
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016	60
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015	62



## ANNEXE :

## Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>995 627</b>	<b>1 695 886</b>	<b>-700 258</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>729 296</b>	<b>1 497 763</b>	<b>-768 467</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>611 743</b>	<b>1 017 221</b>	<b>-405 479</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	587 240	1 017 221	-429 982
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	96 386	0	96 386
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	24 503	0	24 503
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>117 553</b>	<b>480 542</b>	<b>-362 989</b>
1.A.b.3	Transport	7 973	291 486	-283 514
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 408	264 721	-263 313
1.A.b.4	Voyage	45 687	44 171	1 516
1.A.b.0	Autres services	63 894	144 885	-80 991
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>64 566</b>	<b>161 260</b>	<b>-96 694</b>
1.B.1	Revenus des salariés	42 939	35 466	7 473
1.B.2	Revenus des investissements	21 628	118 721	-97 093
1.B.3	Autres revenus primaires	0	7 073	-7 073
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>201 766</b>	<b>36 863</b>	<b>164 903</b>
1.C.1	Administrations publiques	85 736	2 908	82 828
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	66 200	0	66 200
1.C.2	Autres secteurs	116 030	33 955	82 075
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	61 580	29 213	32 367
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>230 181</b>	<b>546</b>	<b>229 635</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	316	-316
2.2	Transfert en capital	230 181	230	229 951
2.2.1	Administrations publiques	204 025	0	204 025
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	26 156	230	25 926
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>65 468</b>	<b>540 187</b>	<b>-474 720</b>
3.1	Investissements directs	23 830	178 571	-154 741
3.2	Investissements de portefeuille	-8 803	90 332	-99 135
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	11 106	211 706	-200 600
3.5	Avoirs de réserves	39 335	59 578	-20 243
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 160 341</b>	<b>-1 156 245</b>	<b>-4 097</b>

## Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	995 627	1 695 886	-700 258
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	729 296	1 497 763	-768 467
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	611 743	1 017 221	-405 479
1.A.a.1	Marchandises générales	587 240	1 017 221	-429 982
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	96 386	0	96 386
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	24 503	0	24 503
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	117 553	480 542	-362 989
1.A.b.3	Transport	7 973	291 486	-283 514
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 408	264 721	-263 313
1.A.b.4	Voyage	45 687	44 171	1 516
1.A.b.0	Autres services	63 894	144 885	-80 991
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	64 566	161 260	-96 694
1.B.1	Revenus des salariés	42 939	35 466	7 473
1.B.2	Revenus des investissements	21 628	118 721	-97 093
1.B.3	Autres revenus primaires	0	7 073	-7 073
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	201 766	36 863	164 903
1.C.1	Administrations publiques	85 736	2 908	82 828
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	66 200	0	66 200
1.C.2	Autres secteurs	116 030	33 955	82 075
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	61 580	29 213	32 367
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	230 181	546	229 635
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	316	-316
2.2	Transfert en capital	230 181	230	229 951
2.2.1	Administrations publiques	204 025	0	204 025
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	26 156	230	25 926
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	26 133	480 609	-454 476
3.1	Investissements directs	23 830	178 571	-154 741
3.2	Investissements de portefeuille	-8 803	90 332	-99 135
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	11 106	211 706	-200 600
	Administration publique	28	170 900	-170 872
3.5	Autres secteurs	11 078	40 806	-29 728
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-1 160 341	-1 156 245	-4 097
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	39 335	59 578	-20 243
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	-39 335	-59 578	20 243
8.1	Banque centrale	-67 390	-90 990	23 600
8.2	Autres institutions de dépôts	28 056	31 412	-3 356

## Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2012	2013	2014	2015	2016
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	-521 600	-568 192	-645 307	-878 669	-700 258
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-620 297</b>	<b>-622 895</b>	<b>-742 833</b>	<b>-963 765</b>	<b>-768 467</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479
1.A.a.1	Marchandises générales	-280 550	-241 970	-389 575	-550 172	-429 982
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	64 549	76 384	105 275	97 954	96 386
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce				-70	0
1.A.a.3	Or non monétaire	45 330	29 704	21 729	24 836	24 503
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	-385 132	-410 725	-374 937	-438 359	-362 989
1.A.b.3	Transport	-292 851	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-239 849	-256 060	-278 987	-302 521	-263 313
1.A.b.4	Voyage	6 922	5 447	2 430	2 143	1 516
1.A.b.0	Autres services	-99 203	-144 284	-80 826	-101 748	-80 991
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694
1.B.1	Revenus des salariés	13 264	10 316	8 890	9 592	7 473
1.B.2	Revenus des investissements	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093
1.B.3	Autres revenus primaires			542	-10 332	-7 073
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	167 800	145 970	172 537	175 575	164 903
1.C.1	Administrations publiques	117 853	78 724	91 768	94 525	82 828
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	93 101	53 900	67 900	76 600	66 200
1.C.2	Autres secteurs	49 947	67 246	80 769	81 050	82 075
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	17 955	16 544	26 566	31 980	32 367
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	139 321	282 070	184 072	173 913	229 635
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-1 269	15 581	15 992	-1 134	-316
2.2	Transfert en capital	140 590	266 489	168 080	175 048	229 951
2.2.1	Administrations publiques	126 500	251 664	154 300	156 000	204 025
	<i>Remises de dettes</i>	3 000	664	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	14 090	14 825	13 780	19 047	25 926
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	-550 169	-392 692	-648 276	-577 289	-454 476
3.1	Investissements directs	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741
3.2	Investissements de portefeuille	-4 875	9 417	-61 779	-83 962	-99 135
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600
3.4.0.3	Administration publique	-73 100	-107 681	-140 357	-211 500	-170 872
3.4.0.4	Autres secteurs	-43 815	11 088	-83 571	11 023	-29 728
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-5 205	-7 517	-5 678	-5 180	-4 097
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	162 685	99 053	181 363	-132 646	-20 243
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	-162 685	-99 053	-181 363	132 646	20 243
8.1	Banque centrale	-154 027	-44 655	-116 244	92 888	23 600
8.2	Autres institutions de dépôts	-8 658	-54 398	-65 119	39 758	-3 356

## Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-620 297	-622 895	-742 833	-963 765	-768 467
Biens	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479
Services	-385 132	-410 629	-374 937	-438 359	-362 989
Revenus primaires	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694
Revenus secondaires	167 800	145 970	172 537	175 575	164 903
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-521 600</b>	<b>-568 192</b>	<b>-645 307</b>	<b>-878 669</b>	<b>-700 258</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-614 701</b>	<b>-622 092</b>	<b>-713 207</b>	<b>-955 269</b>	<b>-766 458</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>3 544 186</b>	<b>3 788 275</b>	<b>4 068 902</b>	<b>4 268 886</b>	<b>4 464 335</b>
<b>Solde courant (en pourcentage du PIB)</b>	<b>-14,7%</b>	<b>-15,0%</b>	<b>-15,9%</b>	<b>-20,6%</b>	<b>-15,7%</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-17,3%</b>	<b>-16,4%</b>	<b>-17,5%</b>	<b>-22,4%</b>	<b>-17,2%</b>

## Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens et services	774 877	856 490	855 274	780 082	729 296
Importations de biens et services	1 395 174	1 479 385	1 598 107	1 743 847	1 497 763
<b>Balance commerciale de biens et services</b>	<b>-620 297</b>	<b>-622 895</b>	<b>-742 833</b>	<b>-963 765</b>	<b>-768 467</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en %)</b>	<b>55,5%</b>	<b>57,9%</b>	<b>53,5%</b>	<b>44,7%</b>	<b>48,7%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>71,8%</b>	<b>61,7%</b>	<b>60,3%</b>	<b>59,1%</b>	<b>49,9%</b>

## Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens	736 361	784 609	715 147	643 158	611 743
Importations de biens	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>-235 165</b>	<b>-212 266</b>	<b>-367 896</b>	<b>-525 406</b>	<b>-405 479</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en %)</b>	<b>75,8%</b>	<b>78,7%</b>	<b>66,0%</b>	<b>55,0%</b>	<b>60,1%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>56,5%</b>	<b>47,0%</b>	<b>44,2%</b>	<b>42,4%</b>	<b>36,5%</b>

## Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	690 976	754 905	587 240	618 322	587 240
<i>Dont réexportations</i>	64 549	76 384	96 386	97 954	96 386
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	55	55	0	0	0
Or non monétaire	45 330	29 704	24 503	24 836	24 503
<b>Total exportations de biens</b>	<b>736 361</b>	<b>784 609</b>	<b>715 147</b>	<b>643 158</b>	<b>611 743</b>

**Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits***(En millions de FCFA)*

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Uranium	338 714	302 788	240 529	240 762	177 680
Bétail	65 338	67 200	75 604	67 764	59 217
Oignons	37 903	55 680	65 226	60 758	72 594
Pétrole raffiné	116 627	198 900	143 198	88 730	91 343
Niébé	33 348	35 300	33 295	37 630	54 669
Or non monétaire	45 330	29 704	21 730	24 836	24 503
Autres march. Génér.	99 101	95 037	135 565	122 678	131 736
dont réexportation	64 548	71 931	105 275	97 954	96 386
<b>Total exportations de biens</b>	<b>736 361</b>	<b>784 609</b>	<b>715 147</b>	<b>643 158</b>	<b>611 743</b>

**Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises***(Valeur en millions FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EUROPE</b>	<b>341 919</b>	<b>266 264</b>	<b>209 952</b>	<b>185 524</b>	<b>195 139</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>298 346</b>	<b>239 366</b>	<b>195 781</b>	<b>162 204</b>	<b>170 576</b>
France	297 250	237 110	193 673	153 483	169 958
Espagne	461	290	236	8 076	210
Allemagne	59	60	749	22	8
<b>AUTRE EUROPE</b>	<b>43 573</b>	<b>26 898</b>	<b>14 171</b>	<b>23 320</b>	<b>24 563</b>
Suisse	43 487	26 874	14 162	19 422	24 525
<b>AFRIQUE</b>	<b>245 404</b>	<b>321 634</b>	<b>288 138</b>	<b>235 311</b>	<b>289 062</b>
<b>UEMOA</b>	<b>90 829</b>	<b>124 349</b>	<b>144 658</b>	<b>75 194</b>	<b>91 522</b>
Bénin	22 316	14 740	9 189	17 203	11 173
Burkina	7 147	55 695	99 048	18 545	19 277
Côte d'Ivoire	3 316	4 610	4 440	7 678	4 495
Guinée-Bissau	0	0	0	0	2
Mali	45 501	40 388	28 451	27 555	45 319
Sénégal	4 942	801	132	788	738
Togo	7 608	8 115	3 398	3 425	10 519
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>152 683</b>	<b>187 423</b>	<b>173 627</b>	<b>162 397</b>	<b>168 663</b>
Nigeria	127 759	155 027	146 261	137 156	158 709
Ghana	24 819	32 363	27 286	24 872	9 187
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>1 892</b>	<b>3 261</b>	<b>3 107</b>	<b>6 718</b>	<b>28 877</b>
<b>AMERIQUE</b>	<b>28 116</b>	<b>57 625</b>	<b>36 575</b>	<b>53 394</b>	<b>18 815</b>
USA	27 972	57 578	36 472	52 971	18 453
Canada	138	22	7	419	78
Autres	6	25	97	3	285
<b>ASIE</b>	<b>15 170</b>	<b>24 962</b>	<b>55 787</b>	<b>42 370</b>	<b>724</b>
Chine	15 003	13 317	55 336	62	142
Dubai	88	11 529	131	5 429	250
Corée du Sud	0	0	0	21 218	0
Japon	1	1	122	15 385	12
<b>Autres pays</b>	<b>197</b>	<b>127</b>	<b>65</b>	<b>99</b>	<b>91</b>
<b>TOTAL</b>	<b>630 807</b>	<b>670 612</b>	<b>590 516</b>	<b>516 697</b>	<b>503 832</b>

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

## Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221
Or non monétaire	0	0	0	0	0
<b>Total importations de biens</b>	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>27,4%</b>	<b>26,3%</b>	<b>26,6%</b>	<b>27,4%</b>	<b>22,8%</b>

## Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	284 600	234 337	239 198	279 383	261 619
Autres biens de consommation courante	235 200	257 300	220 737	232 215	211 941
Produits pétroliers et énergétiques	31 627	45 281	52 845	76 506	72 857
Matières premières et biens intermédiaires	309 002	325 581	338 896	355 841	291 989
Biens d'équipement	269 280	318 447	413 990	424 754	352 884
Produits divers	92 337	72 985	99 227	103 971	90 653
<b>Total importations de biens CAF</b>	1 222 045	1 253 931	1 364 894	1 472 670	1 281 942
<b>Total importations de biens FOB</b>	<b>971 526</b>	<b>996 875</b>	<b>1 083 043</b>	<b>1 168 564</b>	<b>1 017 221</b>

## Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EUROPE</b>	209 326	181 384	286 987	224 340	209 438
<b>UNION EUROPEENNE</b>	196 491	167 280	231 109	208 660	199 612
France	101 364	86 281	159 429	110 154	103 097
Royaume-Uni	3 603	5 441	2 275	6 519	2 839
Allemagne	34 572	15 446	37 771	24 782	28 849
Pays-Bas	13 042	13 492	15 872	18 668	9 894
Espagne	9 601	6 709	4 847	6 438	7 095
Italie	9 137	11 479	10 915	11 932	10 192
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	25 172	28 433	39 940	30 166	37 646
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	12 836	14 104	15 938	15 680	9 826
<b>AFRIQUE</b>	252 586	269 569	281 939	328 545	291 029
<b>UEMOA</b>	162 028	177 524	181 058	209 610	164 704
Bénin	38 997	45 304	59 237	63 780	46 307
Burkina	9 059	13 605	17 326	20 380	10 299
Côte d'Ivoire	35 864	34 745	36 584	54 835	26 208
Guinée-Bissau	0	0	0	0	20
Mali	8 948	9 668	2 109	10 905	14 952
Sénégal	8 363	8 308	6 479	15 270	17 430
Togo	60 798	65 894	59 323	44 440	49 489
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	64 840	64 665	76 368	91 444	100 158
Nigeria	51 887	43 300	45 429	54 171	68 753
Ghana	12 953	21 365	30 826	37 236	31 374
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	25 719	27 380	24 513	27 491	26 166
<b>AMERIQUE</b>	90 651	77 869	94 435	97 706	88 545
USA	57 335	51 637	57 258	67 730	72 468
Brésil	23 246	17 262	12 298	19 351	9 925
Argentine	6 603	5 005	9 281	6 054	2 613
<b>ASIE</b>	363 716	394 483	481 747	530 711	397 460
Japon	51 209	38 562	47 695	39 047	39 585
Pakistan	26 754	29 904	15 346	12 042	6 681
Rep,Pop,Chine	182 742	205 916	243 550	335 215	182 952
Inde	40 221	51 171	39 620	55 430	39 435
Arabie Saoudite	2 645	1 553	917	899	997
Thaïlande	23 655	29 930	50 748	46 964	66 217
Autres	36 490	37 448	83 871	41 114	61 593
<b>Autres pays</b>	9 288	6 454	6 203	11 750	5 144
<b>TOTAL</b>	925 568	929 759	1 151 311	1 193 052	991 616

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

**Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services***(En millions de FCFA)*

Poste	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Transport	-292 851	-272 893	-296 541	-338 754	-283 514
<i>Dont fret</i>	-239 849	-257 055	-278 987	-302 521	-263 313
Voyage	6 922	5 447	2 430	2 143	1 516
<b>Autres services</b>	-99 203	-143 183	-80 826	-101 748	-80 991
<b>Total services nets</b>	<b>-385 132</b>	<b>-410 629</b>	<b>-374 937</b>	<b>-438 359</b>	<b>-362 989</b>

**Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires***(En millions de FCFA)*

Poste	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Rémunérations des salariés	13 264	10 316	8 890	9 592	7 473
Revenus des investissements	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-7 413	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400
Autres revenus primaires			542	-10 332	-7 073
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-69 102</b>	<b>-91 267</b>	<b>-75 011</b>	<b>-90 479</b>	<b>-96 694</b>

**Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires***(En millions de FCFA)*

Poste	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Administration publique	117 853	78 724	91 768	94 525	82 828
<i>Dont aide budgétaire</i>	93 100	53 900	67 900	76 600	66 200
Autres secteurs	49 947	67 246	80 769	81 050	82 075
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	17 955	16 544	26 566	31 980	32 367
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>167 800</b>	<b>145 970</b>	<b>172 537</b>	<b>175 575</b>	<b>164 903</b>



**Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital***(En millions de FCFA)*

<b>Poste</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1 269	15 581	15 992	-1 134	-316
Transferts de capital	140 590	266 489	168 080	175 048	229 951
Administration publique	126 500	251 664	154 300	156 000	204 025
<i>Dont remises de dettes</i>	3 000	664	0	0	0
Autres secteurs	14 090	14 825	13 780	19 047	25 926
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>139 321</b>	<b>282 070</b>	<b>184 072</b>	<b>173 913</b>	<b>229 635</b>

**Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)***(En millions de FCFA)*

<b>Poste</b>	<b>2 012</b>	<b>2 013</b>	<b>2 014</b>	<b>2 015</b>	<b>2 016</b>
Investissements directs	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741
Investissements de portefeuille	-4 875	9 417	-61 779	-83 962	-99 135
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-550 169</b>	<b>-392 692</b>	<b>-648 276</b>	<b>-577 289</b>	<b>-454 476</b>

**Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette**  
(En millions de FCFA)

	Poste	2 015	Autres flux	2 016
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>1 186 192</b>	<b>363</b>	<b>1 252 022</b>
1	Investissements directs	88 854	0	112 684
2	Investissements de portefeuille	229 593	192	259 514
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	194 733	82	139 334
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	79 664	61	44 189
4.3	Prêts	66 987	0	40 511
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	41	0	0
4.5	Crédits commerciaux et avances	42 244	21	48 500
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	5 798	0	6 134
5	Avoirs de réserves	673 012	89	740 490
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	39 625	43	21 785
5.3	Position de réserve au FMI	7 918	46	23 253
5.4	Autres avoirs de réserve	625 469	0	695 453
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>5 094 669</b>	<b>305</b>	<b>5 634 673</b>
1	Investissements directs	2 639 752	0	2 817 835
2	Investissements de portefeuille	272 475	0	374 593
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	2 182 442	305	2 442 245
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	81 145	0	51 546
4.4	Prêts	1 941 819	201	2 111 171
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 050	0	2 036
4.6	Crédits commerciaux et avances	52 665	0	95 564
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	53 215	0	129 276
4.8	Droits de tirage spéciaux	52 548	104	52 652
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-3 908 477</b>	<b>58</b>	<b>-4 382 651</b>

## Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2016

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>740 490</b>	<b>215 685</b>	<b>618</b>	<b>295 229</b>	<b>16 211</b>	<b>279 019</b>	<b>1 252 022</b>
1	Investissements directs	0	0	0	112 684	0	112 684	112 684
2	Investissements de portefeuille	0	144 621	0	114 893	10 700	104 194	259 514
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	71 064	618	67 652	5 511	62 141	139 334
5	Avoirs de réserves	740 490	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	740 490
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	21 785	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	21 785
5.3	Position de réserve au FMI	23 253	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	23 253
5.4	Autres avoirs de réserve	695 453	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	695 453
								0
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>280 430</b>	<b>175 635</b>	<b>1 511 965</b>	<b>3 666 643</b>	<b>6 329</b>	<b>3 660 313</b>	<b>5 634 673</b>
1	Investissements directs	0	0	0	2 817 835	0	2 817 835	2 817 835
2	Investissements de portefeuille	0	57 269	303 046	14 278	300	13 978	374 593
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	280 430	118 366	1 208 919	834 529	6 029	828 500	2 442 245
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>460 060</b>	<b>40 050</b>	<b>-1 511 347</b>	<b>-3 371 413</b>	<b>9 881</b>	<b>-3 381 295</b>	<b>-4 382 651</b>

## Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2016

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>681 177</b>	<b>36 571</b>	<b>534 274</b>	<b>1 252 022</b>
1	Investissements directs	14 979	21 904	75 801	112 684
2	Investissements de portefeuille	259 463	0	51	259 514
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	94 267	14 667	30 399	139 334
5	Avoirs de réserves	312 468	0	428 023	740 490
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	0	0
5.4	Autres avoirs de réserve	312 468	0	382 985	695 453
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>962 160</b>	<b>1 202 605</b>	<b>3 469 907</b>	<b>5 634 673</b>
1	Investissements directs	31 271	1 024 221	1 762 343	2 817 835
2	Investissements de portefeuille	374 279	300	14	374 593
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	556 611	178 084	1 707 550	2 442 245
	<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>-280 984</b>	<b>-1 166 034</b>	<b>-2 935 633</b>	<b>-4 382 651</b>

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	995 627	1 695 886	-700 258
1.A	. - - Biens et services	729 296	1 497 763	-768 467
1.A.a	. - - - - Biens	611 743	1 017 221	-405 479
1.A.a.1	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	587 240	1 017 221	-429 982
1.A.a.1.1	. - - - - - - Dont : Réexportations	96 386	0	96 386
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	24 503	0	24 503
1.A.b	. - - - - Services	117 553	480 542	-362 989
1.A.b.1	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	358	13 691	-13 332
1.A.b.3	. - - - - - Transport	7 973	291 486	-283 514
1.A.b.3.0	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	7 973	291 283	-283 310
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - - Voyageurs	4 342	21 463	-17 121
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	5 270	0	5 270
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - - Fret	1 408	264 721	-263 313
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - - Autres	2 223	5 100	-2 877
1.A.b.3.1	. - - - - - - Transports maritimes	0	264 319	-264 319
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - - Fret	0	264 319	-264 319
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - - Transports aériens	2 870	21 228	-18 358
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - - Voyageurs	648	20 827	-20 179
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - - Fret	0	402	-402
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - - Autres	2 223	0	2 223
1.A.b.3.3	. - - - - - - Autres modes de transport	5 102	5 736	-634
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - - Voyageurs	3 694	636	3 058
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	5 270	0	5 270
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - - Fret	1 408	0	1 408
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - - Autres	0	5 100	-5 100
1.A.b.3.4	. - - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	203	-203
1.A.b.4	. - - - - - Voyages	45 687	44 171	1 516
1.A.b.4.1	. - - - - - - À titre professionnel	29 199	23 999	5 200
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - - Autres	29 199	23 999	5 200
1.A.b.4.2	. - - - - - - À titre personnel	16 487	20 172	-3 684
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - - Santé	105	3 181	-3 076
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - - Éducation	288	4 665	-4 377
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - - Autres	16 094	12 325	3 768

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	4 854	0	4 854
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	4 854	0	4 854
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	56 526	-56 526
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	56 526	-56 526
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	1 302	4 943	-3 641
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	134	2 260	-2 126
1.A.b.6.2	----- Réassurance	889	866	23
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	196	511	-315
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	83	1 307	-1 224
1.A.b.7	----- Services financiers	940	120	820
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	940	120	820
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	4	0	4
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	49 558	38 757	10 800
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	49 553	27 868	21 685
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	3	5 399	-5 395
1.A.b.9.3	----- Services d'information	1	5 490	-5 489
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	2 813	25 060	-22 247
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	2 445	-2 445
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	2 710	14 707	-11 997
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	103	7 908	-7 805
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1	524	-523
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	1	524	-523
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	8 918	5 264	3 654
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	64 566	161 260	-96 694
1.B.1	---- Rémunération des salariés	42 939	35 466	7 473
1.B.2	---- Revenus des investissements	21 628	118 721	-97 093
1.B.2.1	----- Investissements directs	2 535	80 791	-78 257
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	2 346	47 627	-45 281
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	705	38 700	-37 995
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	547	38 363	-37 815
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	158	240	-82
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0	98	-98
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	1 641	8 926	-7 285
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	189	33 165	-32 976
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	29	31 722	-31 693
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	1 281	-1 281
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	160	161	-1
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	11 260	17 559	-6 299
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	106	1 938	-1 832
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	102	1 938	-1 836
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	4	0	4
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	4	0	4
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	11 154	15 621	-4 467
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	7 941	3 854	4 087
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	3 213	11 767	-8 554
1.B.2.3	.----- Autres investissements	7 833	20 371	-12 538
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	7 833	20 371	-12 538
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	7 073	-7 073
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	7 073	-7 073
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	.-- Revenu secondaire	201 766	36 863	164 903
1.C.1	.---- Administrations publiques	85 736	2 908	82 828
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	28	-28
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	85 736	2 880	82 856
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	116 030	33 955	82 075
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	61 580	29 213	32 367
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	61 580	29 213	32 367
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	54 450	4 742	49 708
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	30	0	30
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	362	1 032	-670
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	1 467	77	1 390
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	976	3 520	-2 545
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	508	0	508
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	684	110	574
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	50 423	3	50 421
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	230 181	546	229 635
2.1	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	316	-316
2.2	-- Transferts de capital	230 181	230	229 951
2.2.1	.---- Administration publique	204 025	0	204 025
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	204 025	0	204 025
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	26 156	230	25 926
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	26 156	230	25 926
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 225 809	1 696 432	-470 623
	. Compte financier	65 468	540 187	-474 720
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	65 468	540 187	-474 720
3.1	-- Investissement direct	23 830	178 571	-154 741
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	14 510	86 559	-72 048
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	12 869	77 632	-64 763
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	12 795	77 238	-64 443
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	37	104	-67
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	37	290	-253
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	1 641	8 926	-7 285
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	9 320	92 013	-82 693



## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	9 243	89 701	-80 458
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	953	-953
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	77	1 359	-1 282
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	.-- Investissements de portefeuille	29 728	102 118	-72 390
3.2.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	1 120	10 515	-9 395
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	145	-145
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	1 120	10 370	-9 250
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 120	10 370	-9 250
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.---- Titres de créance	28 608	91 603	-62 995
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	38 531	11 641	26 890
3.2.2.2.1	.----- À court terme	1 448	12 041	-10 593
3.2.2.2.2	.----- À long terme	37 083	-400	37 483
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	79 962	-79 962
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	11 690	-11 690
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	68 272	-68 272
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	-9 923	0	-9 923
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	-13 511	0	-13 511
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	3 588	0	3 588
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	3 591	0	3 591
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	3	0	3

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	3 588	0	3 588
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-13 513	0	-13 513
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	-13 513	0	-13 513
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	-55 481	259 498	-314 979
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-35 536	-29 599	-5 937
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	1 407	-1 407
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	1 407	-1 407
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-40 093	-31 006	-9 087
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	-40 093	-31 006	-9 087
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	28	0	28
3.4.2.3.1	.----- À court terme	28	0	28
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	4 529	0	4 529
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	4 529	0	4 529
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-358	0	-358
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	-358	0	-358
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 887	0	4 887
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	4 887	0	4 887
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3	---- Prêts	-26 476	169 151	-195 627
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	6 151	-6 151
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	6 151	-6 151
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-26 473	-11 842	-14 631
3.4.3.2.1	.----- À court terme	-20 095	-21 398	1 303
3.4.3.2.2	.----- À long terme	-6 378	9 556	-15 934
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	170 900	-170 900
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	170 900	-170 900
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-3	3 942	-3 945
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-3	19 591	-19 594
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	-15 649	15 649
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	289	-289
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	-25	25
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	314	-314
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3	3 653	-3 656
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-3	19 616	-19 619
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	-15 963	15 963
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-41	986	-1 027
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	-41	986	-1 027
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	-41	986	-1 027
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	6 235	42 898	-36 663
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	6 235	42 898	-36 663
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	-750	43 177	-43 927
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	6 985	-279	7 264

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2016 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 235	42 898	-36 663
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	-750	43 177	-43 927
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	6 985	-279	7 264
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	336	76 062	-75 726
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	83 432	-83 432
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	83 432	-83 432
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-21	-350	329
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-21	-350	329
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	357	-7 020	7 377
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	131	-6 983	7 114
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	226	-37	263
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	131	0	131
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	131	0	131
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	226	-7 020	7 246
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	-6 983	6 983
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	226	-37	263
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	67 390	0	67 390
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	-17 882	0	-17 882
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	15 289	0	15 289
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	69 984	0	69 984
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	69 984	0	69 984
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	710	0	710
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	69 274	0	69 274
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 160 341	-1 156 245	-4 097

## Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 776,8	7 238,9		50 769,2	16 652,1	292,1	9 852,3	87 581,3
	Burkina	988,5		10 702	13,0	12 723,9	9 533,8	3 936,5	17 598,0	55 495,8
	Côte d'Ivoire	23 386,1	294 190,0		1 299	281 094,3	25 876,4	75 019,2	122 765,5	823 630,8
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0			19,7	8,9	0,0	30,0
	Mali	3 655,6	65 957,7	74 693,9	13,3		5 963	46 245,1	989,9	197 518,6
	Niger	1 827,8	19 166,9	3 789,6	1,9	31 166,7		415	543,2	56 910,9
	Sénégal	12 625,9	32 970,1	81 243,1	28 807,6	289 731,8	14 101,8		14 917	474 397,4
	Togo	140 734,0	96 103,8	36 061,0	448,5	36 772,4	49 489,3	6 153,3		365 762
	UEMOA	<b>183 217,8</b>	<b>511 166,6</b>	<b>213 728,6</b>	<b>30 583,6</b>	<b>702 258,3</b>	<b>121 636,4</b>	<b>132 069,7</b>	<b>166 666,0</b>	<b>2 061 326,9</b>

## Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 763,3	2 684,8	9,0	0,0	29 655,3	251,8	7 369,6	41 733,8
	Burkina	444,7		848	0,0	292,3	765,2	377,2	6 407,0	9 134,7
	Côte d'Ivoire	754,5	0,0			1 599,2	331,4	413,9	2 856,2	5 955,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		574	0,0	3 881,3	0,0	4 455,2
	Mali	7 519,6	0,0	2 556,3	67,5		8 988	47 913,7	4 205,0	71 250,5
	Niger	9 344,9	109,8	704,9	0,0	14 152,4		324	9 975,8	34 611,5
	Sénégal	1 075,8	0,0	632,1	6 776,0	0,0	3 327,8			11 811,7
	Togo	356,0	1 674,3	3 486,8	6,5	0,0	0,0	0,0		5 524
	UEMOA	<b>19 495,5</b>	<b>3 547,3</b>	<b>10 913,3</b>	<b>6 859,0</b>	<b>16 617,8</b>	<b>43 068,0</b>	<b>53 161,7</b>	<b>30 813,6</b>	<b>184 476,2</b>

**Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016**

58

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	<b>129 315,2</b>
	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	<b>64 630,5</b>
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	<b>829 586,1</b>
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	<b>4 485,2</b>
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	<b>268 769,1</b>
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	<b>91 522,4</b>
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	<b>486 209,0</b>
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		<b>371 285,8</b>
	UEMOA	<b>202 713,2</b>	<b>514 713,9</b>	<b>224 641,9</b>	<b>37 442,6</b>	<b>718 876,1</b>	<b>164 704,4</b>	<b>185 231,4</b>	<b>197 479,6</b>	<b>2 245 803,2</b>

**Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	<b>122 444,6</b>
	Burkina	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	<b>93 092,3</b>
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	<b>913 015,6</b>
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	<b>3 770,3</b>
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	<b>256 978,9</b>
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	<b>75 193,8</b>
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	<b>461 614,1</b>
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		<b>309 985,8</b>
	UEMOA	<b>201 579,0</b>	<b>496 100,1</b>	<b>225 286,0</b>	<b>50 031,3</b>	<b>654 444,0</b>	<b>209 610,2</b>	<b>185 162,5</b>	<b>213 882,4</b>	<b>2 236 095,4</b>

## Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

( en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	<b>19 236,2</b>
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	<b>40 734,6</b>
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	<b>50 402,4</b>
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	<b>5 100,2</b>
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	<b>35 577,4</b>
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	<b>20 041,2</b>
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	<b>15 805,7</b>
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		<b>23 682,3</b>
	UEMOA	<b>48 138,2</b>	<b>40 493,4</b>	<b>20 239,5</b>	<b>2 344,9</b>	<b>20 280,2</b>	<b>15 361,6</b>	<b>31 427,6</b>	<b>32 294,7</b>	<b>210 580,1</b>

## Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014

( en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	<b>19 891,7</b>
	Burkina	12 373,4		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	<b>34 761,6</b>
	Côte d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	<b>48 894,3</b>
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	<b>3 573,0</b>
	Mali	4 106,6	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	<b>31 060,1</b>
	Niger	3 768,8	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	<b>17 986,0</b>
	Sénégal	2 023,2	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	<b>16 798,4</b>
	Togo	13 476,1	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		<b>33 590,1</b>
	UEMOA	<b>49 578,8</b>	<b>38 824,4</b>	<b>17 952,6</b>	<b>2 338,4</b>	<b>14 439,6</b>	<b>13 297,6</b>	<b>27 791,9</b>	<b>32 357,0</b>	<b>206 555,2</b>

**Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	<b>25 319,6</b>
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	<b>58 531,1</b>
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	<b>129 191,1</b>
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	<b>8 736,2</b>
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	<b>32 643,5</b>
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	<b>27 770,8</b>
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	<b>49 380,8</b>
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		<b>25 038,1</b>
	UEMOA	<b>22 736,1</b>	<b>27 469,1</b>	<b>38 935,1</b>	<b>4 233,7</b>	<b>131 008,5</b>	<b>28 453,9</b>	<b>65 097,8</b>	<b>38 592,3</b>	<b>356 526,5</b>

**Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	<b>24 927,9</b>
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	<b>54 771,6</b>
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	<b>122 680,1</b>
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	<b>9 818,6</b>
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	<b>28 842,1</b>
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	<b>27 752,6</b>
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	<b>46 791,4</b>
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		<b>21 916,5</b>
	UEMOA	<b>18 571,5</b>	<b>23 709,4</b>	<b>41 950,9</b>	<b>4 639,3</b>	<b>132 082,0</b>	<b>20 861,1</b>	<b>65 081,0</b>	<b>30 515,2</b>	<b>337 410,4</b>



### **Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements**

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5<sup>ème</sup> édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
<b>Compte des transactions courantes</b> Biens Services Compte du revenu primaire ( <i>anciennement compte « revenu »</i> ). Compte du revenu secondaire ( <i>anciennement « transferts courants»</i> )
<b>Compte de capital</b> Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
<b>Compte financier</b> ( <i>anciennement compte d'opérations financières</i> ) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés ( <i>poste nouvellement introduit</i> ) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

#### **Compte des biens et services**

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

#### **Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

#### **Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

### **Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

### **Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5<sup>ème</sup> édition.

## **III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

## **Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé**

### **1. Caractéristiques du commerce non contrôlé**

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

### **2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé**

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)